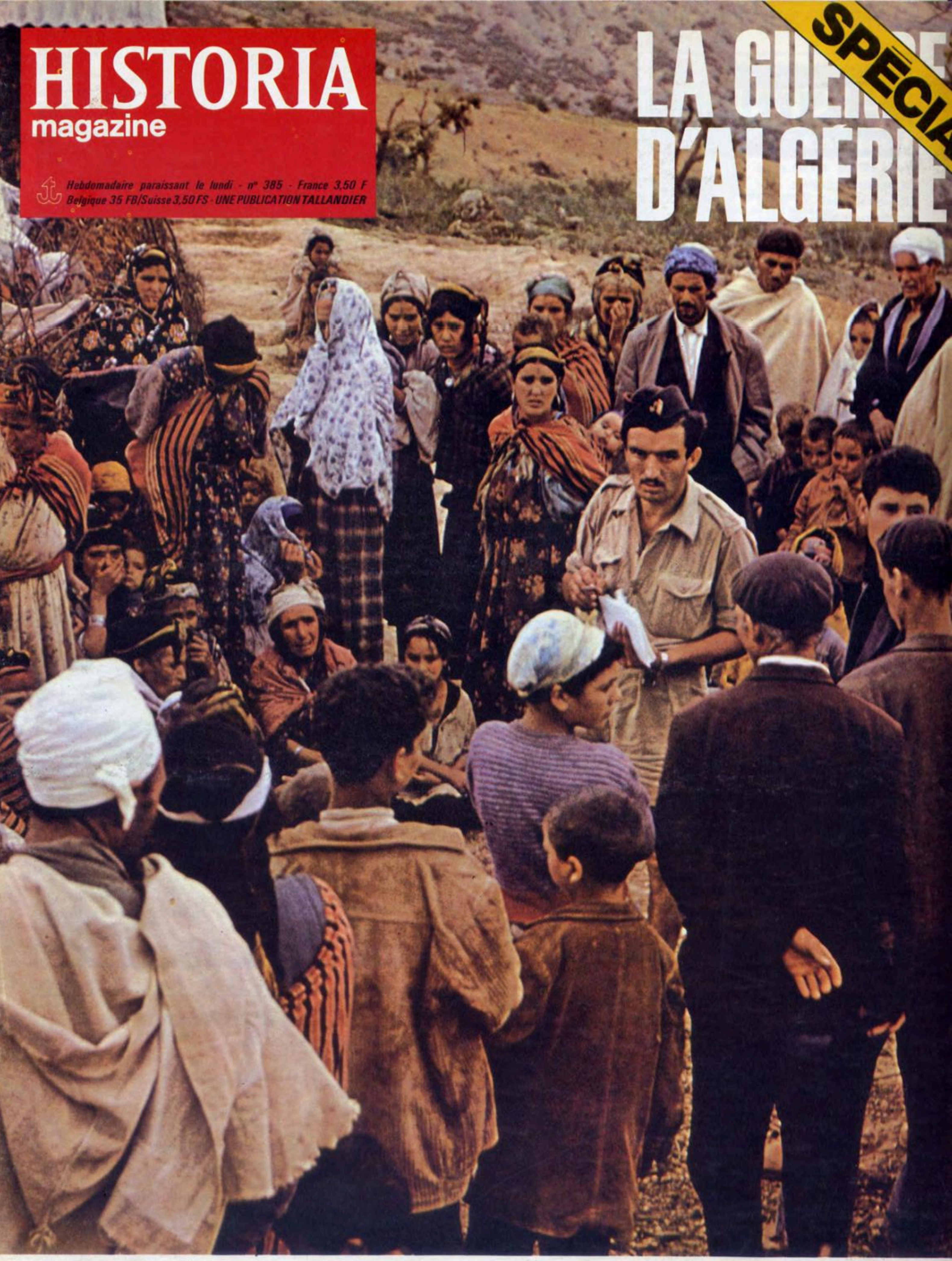
# HISTORIA
magazine

Hebdomadaire paraissant le lundi - n° 385 - France 3,50 F
Belgique 35 FB/Suisse 3,50 FS - UNE PUBLICATION TALLANDIER


SPÉCIAL

# LA GUERRE D'ALGÉRIE



## DERNIERS JOURS DE LA PACIFICATION

# HISTORIA magazine

Hebdomadaire
paraissant tous les lundis
Éditions Jules Tallandier
Directeur de la publication : *Maurice Dumoncel*

Directeur : ***Yves Courrière***
Rédaction : ***J. Fontugne***, ***C. Meyer***, ***J. Kohlmann***, ***François Milles***, ***Liliane Crété***
Chef service photo : ***François Wittmann***
Directeur des publications Historia : ***Christian Melchior-Bonnet***
Administration : ***Christian Clerc***
Maquettiste : ***Claude Rebélo***
Dessinateur : ***John Batchelor***
Fabrication : ***Roger Brimeur***
Secrétariat de la rédaction : ***Brigitte Le Pelley Fonteny***
Directeur de la promotion : ***Jacques Jourquin***
Assistantes : ***Chantal de Pinsun***, ***Françoise Rose***
Relations publiques : ***Claude Bénédick***
Services des Ventes : ***Georges Darmon***

RÉDACTION-ADMINISTRATION :
**Librairie Jules TALLANDIER**
170 bis, bd du Montparnasse, 75680 PARIS Cedex 14.
**Tél. 325-11-82.** Télex 21311. Publio Réf. 581.
Prix de vente au numéro : France, 3,50 F. – Belgique, 35 FB. Suisse, 3,50 FS.

**ABONNEMENTS**

**FRANCE :** 61, rue de la Tombe-Issoire, PARIS-14ᵉ. Tél. 707-17-89. CCP « HISTORIA MAGAZINE » Paris 2778-70 ou chez votre dépositaire.

**BELGIQUE :** S.A. FEMMES D'AUJOURD'HUI, 65, rue de Hennin. B 1050 BRUXELLES. - Tél. 47-69-29. CCP BRUXELLES 1882-34.

**Tarif :**
16 numéros : 373 à 403
45 FF - 45 FB - 45 FS - Autres pays : 45 FF.

**RELIURES :**
FRANCE : 18 F chez tous les dépositaires ou Franco.
BELGIQUE : 195 FB chez les dépositaires ou auprès de l'A.M.P., 1, rue de la Petite-Ile, 1070-BRUXELLES CCP 416-69.
SUISSE : 18 FS chez tous les dépositaires.

Toutes nos revues sont expédiées sous carton fort et bénéficient par conséquent d'un maximum de protection. Pour toute correspondance relative à votre abonnement (changement d'adresse, réclamation, renouvellement), envoyez-nous l'étiquette collée sur notre dernier envoi, elle porte toutes les références vous concernant. Toute demande de changement d'adresse doit être accompagnée de 2 F en timbres.




Pagès/Paris-Match

**Dans une base opérationnelle de l'armée de l'air en Algérie, un général étudie la carte du secteur. Une étroite coopération s'est instaurée entre l'aviation et les forces terrestres. La plupart des opérations dans le djebel sont éclairées par les appareils d'observation, appuyés si nécessaire par les chasseurs et les bombardiers. Et les hélicoptères sont toujours prêts à amener des renforts pour assurer un « bouclage »... Cela implique des liaisons radio parfaites entre les P.C. air et terre, ainsi qu'entre les troupes engagées au sol et les pilotes des appareils en mission d'appui-feu.**

**Contrôle et action psychologique**

## *Sommaire Historia magazine spécial n° 385*



Couverture : Bardinol



A. Sergent

**En 1958-1959, l'enjeu de la guerre demeure, plus que jamais, le ralliement de la population. C'est pourquoi l'armée s'est fixé un double objectif : écraser la puissance de l'A.L.N. et de l'O.P.A. par des opérations militaires massives et, de ce fait, libérer les populations de l'emprise rebelle en leur montrant la volonté de la France d'en finir avec le Front de libération nationale et son désir d'intégrer définitivement l'Algérie dans la République; contribuer à l'amélioration des conditions de vie des musulmans.**

Guillemin

# LA PACIFICATION

Après les opérations « Jumelles » et « Pierres-Précieuses » et le retour au calme, l'impression prévaut que l'emprise du F.L.N. sur les populations est plus physique qu'idéologique. Certes, une partie des musulmans s'est rangée du côté des rebelles, d'autres ont choisi l'amitié de la France, mais il reste une masse flottante, attentiste, dont la décision favorisera l'un ou l'autre camp. Elle sera, en fait, l'enjeu de la lutte que se livreront les deux adversaires.

La pacification repose en partie sur l'économie. Pour lui faire effectuer un bond spectaculaire et rapide, le gouvernement va mettre en œuvre le plan de Constantine.

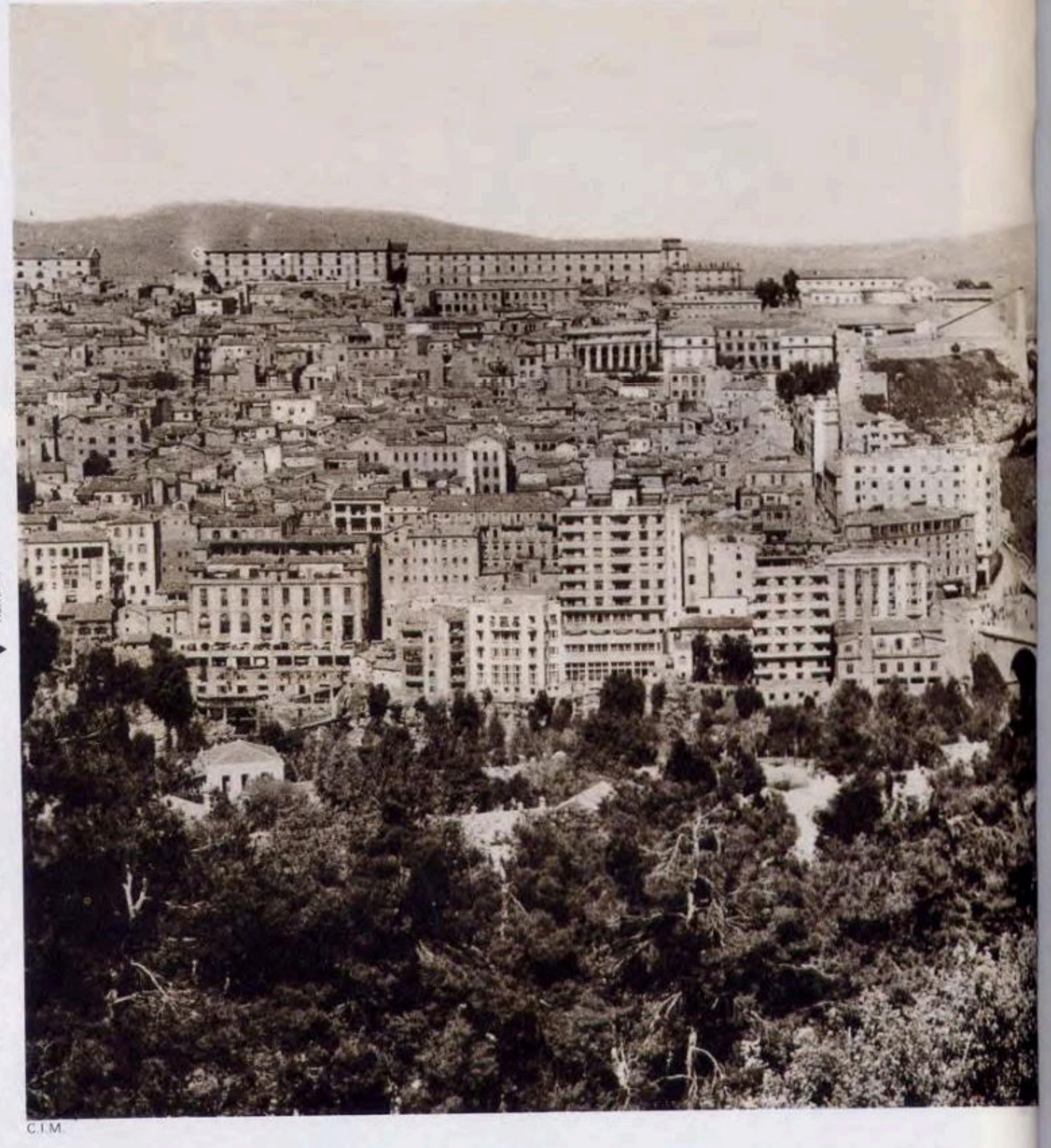
Ce plan est sans doute le témoignage le plus probant de la volonté pacificatrice mais tardive de la France.

Les chiffres donnés par le général de Gaulle le 3 octobre 1958, du haut du balcon de la préfecture de Constantine, ne relevaient pas de la fantaisie; les découvertes pétrolières et les progrès de la technique vont toutefois leur apporter une dimension nouvelle.

Ci-dessus : à Mostaganem le général de Gaulle, le ▶ 6 juin 1958, prononce le « Vive l'Algérie française » tant attendu. *A droite :* Constantine, où le 3 octobre suivant, de Gaulle affirme la prédominance de la voie économique pour régler le problème algérien.

René Bail

# 4000 kilomètres de "pistes opérationnelles"



C.I.M.

Construire en cinq ans 250 000 logements est un des objectifs du plan de Constantine.

Trois types d'habitations dominent : l'habitat horizontal avec simple rez-de-chaussée, pratiquement limité aux campagnes; l'immeuble sans ascenseur, jusqu'à cinq étages, et le bloc vertical avec ascenseur.

Rendre la terre à ceux qui la cultivent est un autre but du plan de Constantine. Six hommes sur dix vivent de l'agriculture, qui ne représente pourtant que 30 % de la production intérieure. Cette production, faible en soi, est inégalement répartie (le secteur traditionnel groupe 86 % de la population agricole pour 45 % de la production). Aussi, la démographie aidant, le niveau de vie des paysans s'est-il rapidement dégradé. 250 000 hectares vont donc être distribués aux agriculteurs musulmans.

Le plan de Constantine voudrait faire de l'Algérie un pays exportateur (en moutons), réaliser un équilibre harmonieux en favorisant les productions rentables (coton, blé dur, sorgho, maïs) au détriment de la vigne, qui serait réduite de 7 à 8%.

Le développement de l'agriculture, cependant, ne peut être qu'un élément de l'expansion de l'économie algérienne et l'industrialisation du pays apparaît comme une nécessité urgente.

Concentrée dans trois centres urbains du littoral : Alger, Oran, Bône, l'industrie est loin de couvrir les besoins de la population. Cependant, le rythme de croissance est encourageant, particulièrement dans le bâtiment; la production du ciment dans les deux usines de Pointe-Pescade et de Saint-Lucien, qui était de 120 000 tonnes en 1949, s'élève à 700 000 tonnes en 1957. Malgré la pénurie de main-d'œuvre spécialisée, les constructions mécaniques : usine Berliet à Rouiba, matériel ferroviaire à Bône; les industries chimiques : raffineries de soufre et usines de superphosphates, sont en plein essor. Mais — et c'est le point capital — l'Algérie est riche en énergie : houillères du Sud oranais, barrages de l'oued Djen-Djen, mais surtout gaz naturel et pétrole.

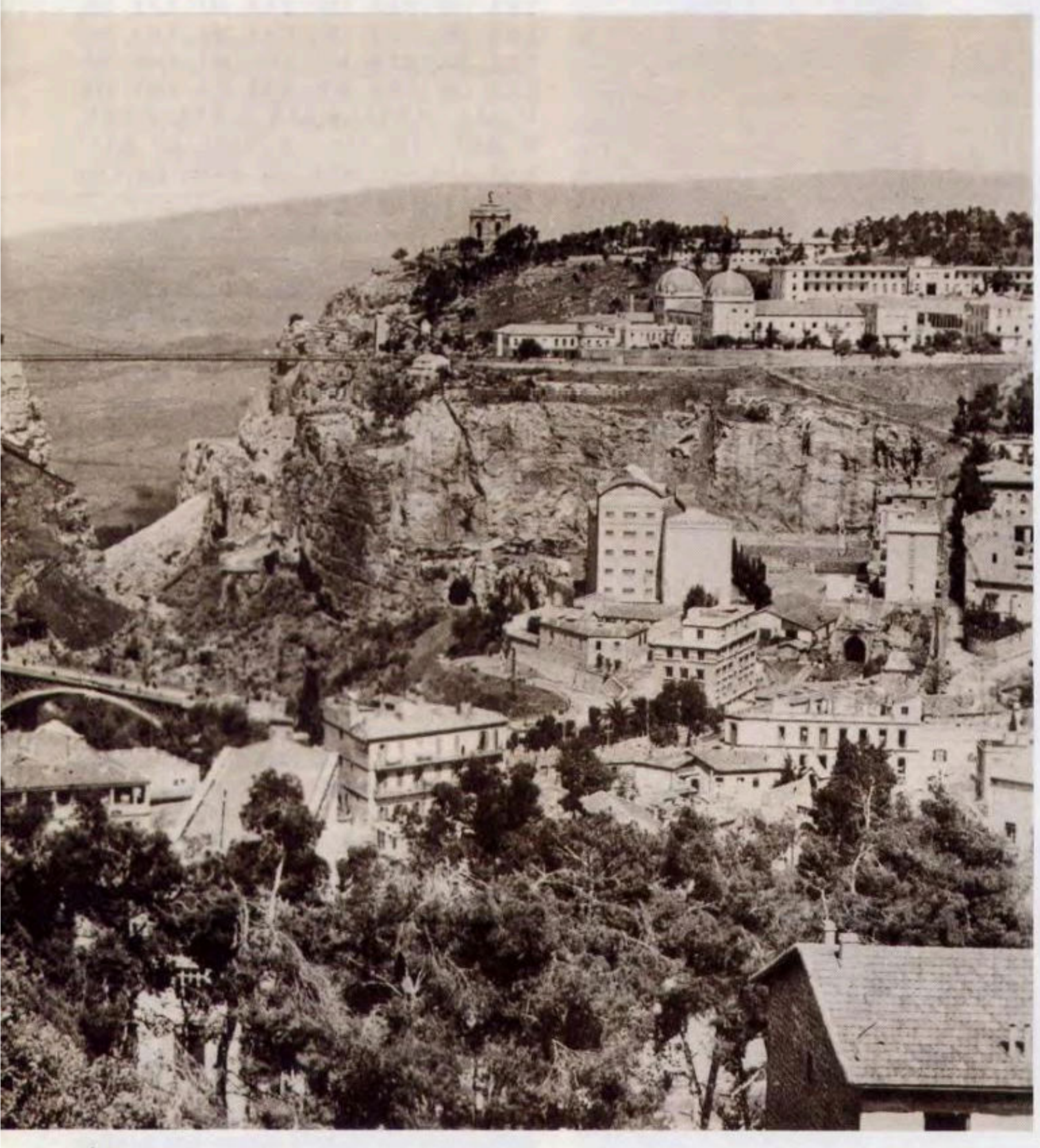
Hassi-R'Mel, situé à 500 km de la côte, non loin de Ghardaïa, capitale du Mzab, est le plus grand gisement de gaz naturel d'Afrique du Nord. Ses réserves sont évaluées à 2 000 milliards de m³ (la moitié

Dalmas



Dans le bled, des écoles préfabriquées sont transportées par hélicoptère, élément par élément, puis montées. Toute la population s'est rassemblée pour assister à l'opération, qui se déroule sous la garde vigilante du groupe d'autodéfense du douar. Ces groupes d'autodéfense, formés un peu partout, apportent un précieux concours à l'armée.

## …uvertes par les bulldozers deviennent des "chemins de pacification"



récupérable). On peut espérer une production annuelle de 40 milliards de m³ (équivalant à 60 millions de tonnes de charbon). Des canalisations de 60 cm de diamètre transportent le gaz vers les grandes villes du littoral. Son exportation vers l'Italie et l'Espagne est à l'étude. Des observations récentes ont en effet démontré que le relief sous-marin peu tourmenté entre Mostaganem et Carthagène permettait de prolonger les conduites à travers la Méditerranée.

En lançant les grandes lignes de sa politique économique en Algérie, de Gaulle déclarait que le gaz et le pétrole sahariens étaient la clé de voûte d'une triple politique : locale, nationale, européenne.

L'exploitation du pétrole est en effet activement poursuivie. Le 1er octobre 1959 est mis en service l'oléoduc à grand débit reliant Hassi-Messaoud à Bougie.

A Bougie, cinq réservoirs de 35 000 m³ sont terminés, et trois stations de pompage prévues sur le trajet comportent elles aussi d'énormes réservoirs qui ont été équipés.

La mise en valeur de ses richesses naturelles (gaz et pétrole particulièrement) va donner à l'économie algérienne un essor nouveau. On assiste au développement spectaculaire de certaines régions : Arzew, dont l'avenir industriel apparaît très prometteur, et surtout Bône.

### « Un chantier vaut un bataillon »

La mise en place de ce qui fut appelé le complexe de Bône est une réalisation dont la France peut à juste titre se prévaloir : une production de 1 million de tonnes de fonte, de 500 000 tonnes d'acier, de 300 000 tonnes de laminés s'accompagnait de l'exploitation des minerais non ferreux d'Aïn-Barbar et de Cavallo, des gisements de manganèse de Guettara, de fer de Tindouf, qui offrait également des perspectives encourageantes.

En août 1959, dix mois après le discours de De Gaulle et le lancement du plan de Constantine, plus de 70 firmes (métallurgie - bâtiment - alimentation) ont décidé de s'établir en Algérie et de faire appel à la main-d'œuvre locale.

Un des signes les plus tangibles de la pacification est la liberté des communications sur les routes (1).

Les « pistes opérationnelles » — 4 000 km en août 1959 —, tracées par le simple passage des bulldozers, ont créé un réseau très dense de communications; même endommagées, elles permettent une pénétration profonde dans les douars les plus reculés. Elles furent pour beaucoup transformées en ce que l'on appela les ▶

(1) En 1954, il existait en Algérie : 8 446 km de routes nationales, 14 343 km de routes départementales, 12 758 km de chemins vicinaux.

Dalmas



Dalmas



*De gauche à droite et de haut en bas :* **C.R.S. 191 ; C.R.S. 192 ; C.R.S. 193 ; C.R.S. 194 ; C.R.S. 195 ; C.R.S. 196 ; C.R.S. 196 ; C.R.S. 197 ; C.R.S. 198 ; C.R.S. 199 ; C.R.S. 201 ; C.R.S. 203 ; C.R.S. 204 ; C.R.S. 205 ; C.R.S. 206 ; C.R.S. 207 ; C.R.S. 208 ; C.R.S. 209 ; C.R.S. 210 ; C.R.S. 211 ; C.R.S. 212 ; 1er R.T.A. ; 2e R.T.A. ; 5e R.T.A. ; 6e R.T.A. ; 7e R.T.A. ; 9e B.T.A. ; 11e R.T.A. ; 3e R.T.A. ; 15e B.T.A. ; 1/17e R.T.A. ; 21e R.T.A. ; 22e R.T.A. ; 29e R.T.A.**

Coll. Simon/photo A. Bétry

« chemins de pacification ». Ce sont des axes empierrés, dont certains seront goudronnés ou deviendront chemins vicinaux. « Un chantier vaut un bataillon », disait Lyautey au Maroc. Par ces pistes, l'armée fait reculer la rébellion : une S.A.S. s'implante, deux ou trois communes se regroupent... Les populations sont recensées, le chômage est résorbé, des écoles, des ouvroirs, des centres d'apprentissage sont ouverts... Quelle récompense pour les sapeurs !

Le génie accomplira, en effet, en Algérie une œuvre considérable. Après l'opération « Jumelles » au col de Chellala, les « dragons de l'Impératrice » et les bulldozers du génie assurent la remise en état d'une piste coupée vingt-sept fois sur 17 km.

Les 62e et 106e génie terminent en octobre 1959, le long de la frontière marocaine, la route Marnia-Sud, d'un parcours facile et sûr. Au-delà de Marnia, la plaine est irriguée par le barrage des Beni-Bahdel ; elle se poursuit par la montée de Deglène, dont les marnes instables sont difficiles à niveler. Culminant à 1.505 mètres, l'ancienne route, verglacée l'hiver, interdisait le passage des véhicules ; bitumée, elle permet dorénavant la montée des camions. Au sud de Deglène, la forêt de chênes-lièges s'accroche au terrain accidenté... Par Tiskert, Oujda, les mines de Bossker, la route atteint la plaine d'alfa d'El-Aricha, parsemée de blocs rocheux, pays des nomades, dont les troupeaux regardent d'un œil indifférent les machines modernes creuser le sol et aplanir la piste.

Des travaux similaires sont entrepris sur tout le territoire algérien.

Cette volonté française fait renaître la confiance. Les harkis s'engagent, les maçons, les agriculteurs travaillent avec plus d'ardeur. L'école est fréquentée, un terrain de sport est édifié en bordure de l'oued. Une nouvelle vie commence.

Cependant, l'absence ou la carence des organes administratifs était un élément favorable au développement de la rébellion, notamment dans les régions sous-équipées et sous-administrées.

Pour y remédier est créé, en septembre 1955, un « Service des affaires algériennes » chargé de la mise sur pied d'une armature solide, constituée d'officiers spécialisés dans l'administration des populations locales.

Cette décision généralisait l'initiative prise par le gouvernement, au printemps de 1955, dans l'Aurès, de faire appel aux cadres de l'armée pour renforcer l'administration civile.

Des officiers détachés des « affaires indigènes » du Maroc, puis des corps de troupe sous le commandement du général Parlange, avaient été répartis dans les communes mixtes de la région, soit au siège même des commissions, soit dans des « antennes avancées ». C'est l'origine des sections administratives spécialisées. Leur constitution répond à deux objectifs : administratif et militaire.

Dans chacun des treize départements récemment créés, un colonel, adjoint au préfet, assure la liaison entre ce dernier et le général commandant la zone. A l'éche-

Foucher



# des "sous-préfets" militaires dotés de pouvoirs exceptionnels

lon de l'arrondissement (au nombre de 56), ce rôle est dévolu à un commandant qui sert d'intermédiaire entre le sous-préfet et le colonel commandant le secteur.

Des sections administratives spécialisées (8 à 10 par arrondissement) représentent l'administration dans les communes. C'est ainsi qu'à Timgad (région de Batna) le capitaine d'Eyrames, secondé par le sous-lieutenant Melouk et le sergent-chef Barbieri, commande la S.A.S. Il dispose d'une section de 24 mokhazni. Son rôle essentiel est de procurer à la population du regroupement — 1 200 personnes — des logements et des revenus suffisants. A cet effet, un programme a été établi, une première tranche comprend 73 logements dont deux tiers en immeubles de deux étages, le reste en pavillons. La seconde tranche comprend 50 logements. Une station d'épuration d'eau, un stade, un centre commercial sont prévus. Le problème le plus délicat est celui de l'emploi : les terres sont à 10 km. Beaucoup de travailleurs ne peuvent rentrer dans leur famille qu'en fin de semaine; il est donc nécessaire de leur trouver du travail à proximité du regroupement.

## Un travail de pionnier

Les Beaux-Arts, pour les fouilles dans l'antique ville romaine, les entreprises de construction de la nouvelle cité, la Défense et restauration des sols (D.R.S.) utilisent largement la main-d'œuvre locale.

L'artisanat de la poterie est remis à l'honneur, mais il convient de trouver des débouchés.

La question de l'irrigation étant capitale, le capitaine d'Eyrames, avec l'aide des services hydrauliques, s'efforce également de former des techniciens.

Dans le domaine militaire, par sa connaissance du terrain et de la population, le chef de S.A.S. obtient des informations précieuses pour le commandement. Le makhzen garde le bordj et assure la sécurité de la S.A.S. et de son chef au cours des déplacements. Il participe aussi activement aux opérations.

Différentes formes de S.A.S. ont été adaptées aux usages urbains : des Sections administratives urbaines (S.A.U.), des Sections d'assistance technique (S.A.T.). Le nombre des S.A.S. de type normal est de 700. On compte également 180 antennes formées par dédoublement des sections.

En outre, des embryons de S.A.S. suivent les nomades dans leurs déplacements (2 sous-officiers et 10 mokhazni). Les chefs de S.A.S. connaissent personnellement tous les habitants et leur qualité d'officier leur confère un prestige et une autorité extraordinaires.

Ces contacts étroits avec les populations facilitent grandement leur regroupement dans des secteurs où leur sécurité peut être assurée avec un minimum d'effectifs.

Une presse mal informée ou malveillante assimile le terme de « regroupement » à celui de « réfugiés » et l'expression « centres de regroupement » à des camps de regroupement, devenus bien vite « camps de réfugiés » et même « camps de concentration ». Les blindés, les canons, les motorisés n'étant pas en mesure à eux seuls d'emporter la décision et le quadrillage ne pouvant être poussé davantage, cette solution était apparue comme la plus efficace. En outre, elle prive le fellagha de ses possibilités de recrutement, d'hébergement, de ravitaillement. La population, d'ailleurs, n'a pas perdu au change. Les soldats se sont improvisés bâtisseurs. Le choix des terrains a été effectué en tenant compte de deux nécessités : l'eau, le travail.

A cet effet, les services de l'hydraulique et de la restauration des sols mettent en œuvre tous les moyens pour pallier l'irrégularité des pluies, les variations de débit des oueds et la salinité du sol.

Le regroupement est également un foyer de promotion sociale, le but étant de donner à chaque famille la possibilité de tirer ses moyens de subsistance d'un travail productif, le plus souvent agricole.



E.C.P.A.

**Un géomètre du 1/10e bataillon du génie de Colomb-Béchar étudie le tracé d'une nouvelle route dont la construction doit être entreprise dans le Sud algérien.**



E.C.P.A.

**Sur une carte, le géomètre dessine maintenant le tracé de la route et reporte ses observations. Bientôt, les travaux commencent. Bulldozers et autres engins sont amenés sur le terrain. Ils auront vite fait de creuser le sol, de tracer la route et de l'aplanir.**



**« Un chantier vaut un bataillon », disait Lyautey. L'armée d'Algérie a fait sienne cette maxime. Le génie s'est mis à la tâche, traçant des pistes, construisant des routes à travers les forêts et les plaines, les montagnes escarpées et les étendues désertiques du Sahara. Tâche immense, parfois harassante, souvent exécutée dans des conditions de vie et de travail très difficiles.**





Photos E.C.P.A.

## 800 montagnards et la "paix des braves"

Un vaste programme de 1 000 villages devrait permettre une évolution moderne de la société et un développement économique sensible. Ce véritable travail de pionnier sera conduit avec patience, parmi beaucoup d'autres, par les troupes françaises. Le cas des Ouled-Taïr est un exemple. Dans la région des Portes-de-Fer, avec un peloton du 8e régiment de spahis algériens, le lieutenant Bienfait, chef de S.A.S., a réussi à convaincre Touidsine Ferah de prendre la tête de la délégation spéciale; il le laisse gérer ses propres affaires, lui procure les moyens, amène l'eau de plus de 8 km, obtient que le makhzen se renforce et lutte contre les rebelles. Le soutien d'une harka et des autodéfenses ramène rapidement la sécurité. Le rayonnement des Ouled-Taïr dépasse largement le cadre du douar et de nouveaux groupes s'agglutinent maintenant autour des nouvelles constructions : école, infirmerie, chantiers divers.

### Les trois piscines de Sidi-Bakliti

Dans le secteur de Frenda, Sidi-Bakliti et Sidi-Allel, deux villages fondés par le 5e G.C.P. (groupe de chasseurs à pied), devenus florissants sous le commandement du capitaine Breton, témoignent de l'œuvre pacificatrice de la France. De véritables maisons en dur, une école, une épicerie ont été construites. Sidi-Bakliti pourra même s'enorgueillir de posséder trois piscines grâce aux sources très nombreuses existant dans la région. Un comité municipal musulman administre les villages dont la population atteint 2 000 habitants.

Pourtant, des problèmes inattendus se posent parfois. Durant les dernières neiges, le bétail manquant de nourriture, l'aide de la sous-préfecture a été demandée. Une grande quantité de balles de foin a été expédiée mais la fonte des neiges étant intervenue beaucoup plus tôt que prévu, les militaires se trouvent à la tête d'un stock encombrant et doivent se transformer en marchands de fourrage pour rembourser la sous-préfecture.

Les centres de regroupement sont fréquemment l'objet des attaques du F.L.N. Ainsi, au petit village de Tazzerout, dans les montagnes qui dominent Gouraya, il est fait appel à un poste du 1/22e R.I. pour protéger la cueillette des olives. L'unité est partie en opération, il ne reste que quelques hommes commandés par le caporal-chef Verbois. Devant l'insistance des habitants, celui-ci décide de laisser cinq hommes de garde à la tour et de partir avec deux de ses camarades, les Bretons Lamour et Le Bohec, et le groupe d'autodéfense.

Après une marche en terrain rocailleux, la petite troupe tombe dans une embuscade. Une femme et deux hommes sont tués. Verbois organise aussitôt le repli des femmes et des enfants, réussit, avec ses faibles moyens, à fixer les rebelles et tente de les réduire. Au bruit de l'engagement, les hommes de garde à la tour accourent avec le fusil mitrailleur. Verbois réorganise son dispositif et parvient à décrocher par échelons en infligeant aux rebelles des pertes que matérialisera le va-et-vient des brancards vers le djebel voisin.

### Six coups de couteau

Les groupes d'autodéfense apportèrent aux forces de l'ordre un concours extrêmement précieux et d'une importance psychologique incontestable.

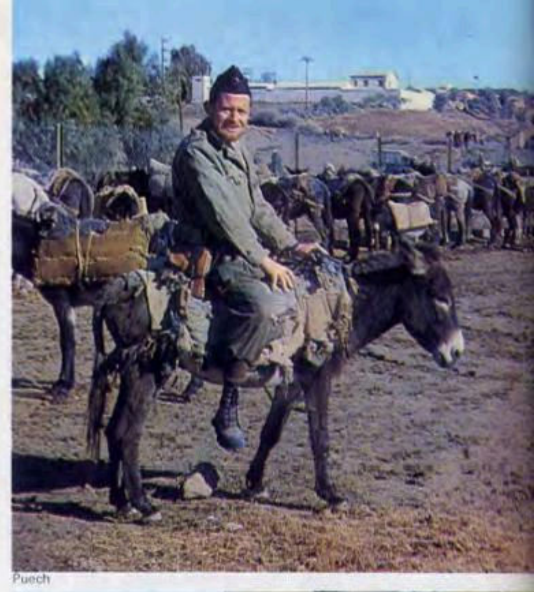
Les ralliements présentèrent, en revanche, un intérêt plus psychologique que militaire. Individuels ou collectifs, ils eurent souvent lieu sous la pression des circonstances, plus par opportunisme que par conviction. Cette adhésion provisoire — l'avenir en témoignera — sera cependant exploitée par les forces de l'ordre et, dans bien des cas, favorisera la détente et la coopération.

Voici quelques exemples :

Fin février 1957, huit cents montagnards du douar Hadj-Ama, près de Relizane, font leur soumission à un représentant du préfet d'Oran. Ce ralliement est d'importance, car le village est situé dans une zone refuge du F.L.N. L'exemple est parfois contagieux et, à Oued-Sly, près de Masséna, les populations demandent l'aman au chef de la S.A.S.

Le 21 mars 1959, au poste de Sidi-Salam, dans la région d'Aïn-Beïda, se présentent 4 hors-la-loi offrant au nom de leur chef, Ali Hambli, la reddition de leur unité. A la tombée de la nuit, 156 hommes avec armes et bagages (9 F.M., 12 armes automatiques, 121 fusils de guerre, un stock de munitions) arrivent au pied du djebel Maraba.

Certains rebelles n'hésiteront pas à tuer leur chef qui s'opposait à leur ralliement. Ainsi, dans la région du « bec-de-canard » en Tunisie, un groupe de fellaghas, profitant d'une crue, réussit à franchir le barrage. Ils avaient pour mission de faire parvenir à leurs amis de la wilaya 3 du matériel de transmission. L'organisation de recueil ayant été dispersée par les troupes françaises, les rebelles se trouvent sans refuge. L'un d'eux s'enfuit, se présente à une patrouille française et demande à se rallier. Les « bérets verts » renseignés, le bouclage se met aussitôt en place. Quelques hors-la-loi veulent se rendre, l'aspirant Aïdouche s'y oppose... Mais à la faveur du combat qui s'engage, ses hommes le cernent et l'abattent. Quand les légionnaires parachutistes découvrent son cadavre, il porte la trace de six coups de couteau. H



Puech




Oudinot

## L'ACTION

Mais c'est peut-être dans le domaine médical que l'action pacificatrice de la France est la plus spectaculaire. Pour l'ensemble de l'Algérie, les consultations mensuelles, données sans distinction d'appartenance religieuse ou raciale, dépassent le million. L'équipement hospitalier permet de faire face aux besoins de la population. Il existe en outre des établissements spécialisés : centre de transfusion sanguine de Mustapha, centre de neuro-chirurgie de l'hôpital Barbier-Hugo, centre anticancéreux, institut du trachome d'Alger, sans doute un modèle du genre. Il ne faut pas oublier que le trachome est la maladie la plus répandue. Il frappe une personne sur quatre en Algérie, fait perdre environ 75 millions de journées de travail... En 1960, 213 075 cas ont été recensés; 50 % seront guéris, 33 % améliorés. Dans les hôpitaux, dans les infirmeries du bled, médecins d'active et du contingent luttent

Dans le domaine médical, l'action de l'armée a été très importante. Les médecins militaires, parallèlement aux soins donnés aux soldats, se consacrent à la population, n'hésitant pas à se déplacer jusque dans les douars les plus reculés du bled pour aller soigner à domicile les malades les plus gravement atteints ou ceux qui refusent d'aller jusqu'à leur infirmerie. Ils seront aidés dans leur tâche par les A.S.S.R.A. et les équipes de la C.-R.

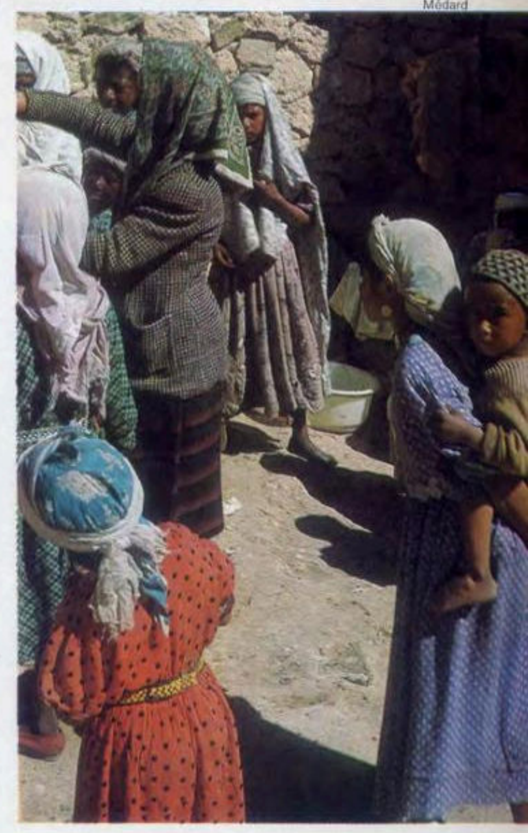

Salomon



Sygma

Les infirmières de l'assistance médicale gratuite, comme celles de l'armée et de la Croix-Rouge, ouvriront des dispensaires ou sillonneront le pays pour apporter leur aide aux populations sur les plans médical et moral. Par leur action bienfaisante et patiente, elles réussiront à gagner la confiance des musulmanes. Et rapidement, des queues se formeront autour de leurs dispensaires ou des camions-ambulances avec lesquels elles font leurs tournées.


Egret


Médard

# PSYCHOLOGIQUE

contre la terrible maladie. Le professeur Larmande et sa collaboratrice, Mlle Orpica, affirment qu'au rythme actuel, le fléau qui ravage l'Algérie pourrait être vaincu au bout de dix ans.

Grâce à l'A.M.G. (assistance médicale gratuite), l'émancipation de la femme musulmane se dessine. Elle accepte maintenant de venir en consultation à l'infirmerie, alors que normalement elle n'a pas le droit de sortir. C'est déjà une grande victoire.

Dans le bled, les A.S.S.R.A. (assistantes sanitaires et sociales rurales auxiliaires) participent activement au travail des médecins.

Cette tâche nécessite une patience considérable, il faut montrer les erreurs

Reveillère



La plupart n'avaient jamais vu un médecin de leur vie. Aujourd'hui, non seulement elles amènent spontanément leurs enfants à la consultation, mais elles acceptent d'être hospitalisées si besoin est. Une réussite spectaculaire et encourageante.

## l'émancipation des femmes musulmanes...

calmement, avec le sourire. La distribution gratuite de semoule, de layette, favorise les relations, mais c'est surtout l'exemple du désintéressement qui emporte l'adhésion.

Le travail s'effectue en liaison avec les officiers S.A.S. et le chef de village.

Dans une deuxième phase, il est créé des cercles féminins pour rapprocher les deux communautés. L'A.S.S.R.A. joue un rôle important dans ce lieu de rencontre où s'élargissent les connaissances et où s'entretient l'amitié.

La femme musulmane exerce en effet une influence plus grande qu'on ne croit généralement. Tout sera fait pour lui donner une place digne et efficace.

Le 4 février 1959, le *Journal officiel* publie une ordonnance relative au mariage contracté en Algérie et au Sahara par les personnes de statut local. Sous peine de nullité, le mariage se forme désormais par consentement mutuel, exprimé verbalement et en personne, en présence de deux témoins, soit devant le cadi, soit devant l'officier de l'état civil. Il n'est dissous que par décision de justice, qui statue sur la garde des enfants, selon l'intérêt de ceux-ci.

La femme, dont l'homme pouvait se défaire à tout instant par répudiation, n'est plus sa propriété. Il lui suffisait de répéter trois fois une formule rituelle pour qu'elle fût obligée de partir. Le sort des enfants dépendait du bon vouloir du père; il pouvait les chasser ou les garder.

En pratique, l'obligation du livret familial réduisit la polygamie si elle ne l'interdit pas par scrupule religieux.

Cette réforme ne sera appliquée que progressivement, compte tenu des coutumes locales, mais le principe est acquis.

Le chapitre 33 de la Sounna parle ainsi des femmes :

*Dis aux croyantes de baisser leurs regards et de dominer leurs sens.*

*Recommande aux croyantes de rabattre leur voile sur le front.*

*Rompez avec les coquetteries du temps de l'ignorance.*

C'est encore la condition de la plupart des femmes musulmanes, notamment dans les campagnes. Cependant, si quelques-unes non voilées, fardées comme des Européennes, circulent en automobile, c'est surtout à Mlle Sid Cara, première jeune musulmane sous-secrétaire d'État à la présidence du Conseil, qu'elles le doivent.

La promotion de Mlle Sid Cara a un profond retentissement sur la population féminine.

En septembre 1959, s'adressant, à Tiaret, à toute la population, elle déclarait : « Je suis algérienne comme vous; nous avons devant nous une œuvre magnifique à accomplir, la plus belle œuvre qui soit, celle d'humanité et de fraternité. C'est de vos mains que vous devez former l'Algérie, car rien ne vaut le travail effectué par soi-même. C'est vous-mêmes, avec vos mains, qui allez bâtir votre avenir. »

L'accroissement de la population de 250 000 individus par an dû au net recul de la mortalité et au taux élevé de la natalité sera, dans cette entreprise, un facteur déterminant. Pourtant, parmi ces jeunes, une forte proportion, malgré l'œuvre considérable réalisée par la France dans le domaine de la scolarisation, demeure inadaptée.

En deux ans (octobre 1958 - octobre 1960), 5 096 classes et 2 042 logements

**Les installations pétrolières d'Hassi-Messaoud, aussi bien que l'oléoduc destiné à écouler l'or noir vers la Méditerranée, sont des objectifs de choix pour le F.L.N. Mais l'armée veille, et les entreprises sahariennes de l'A.L.N., dans l'ensemble, échoueront.**

**Point d'eau de la Repal. Le F.L.N. ne limitera pas ses activités dans le Sahara aux opérations de sabotage, il cherchera aussi à conquérir les populations des oasis et les nomades. Mais tout au plus obtiendra-t-il la complicité du silence nécessaire à l'action clandestine.** ▶

Dimka Swetchine



Dimka Swetchine

pour les instituteurs, 120 centres sociaux-éducatifs préscolaires ont été construits.

En 1960, le nombre des enfants du premier degré scolarisés atteint 1 million, soit la moitié des effectifs scolarisables, et la proportion des écolières augmente avec régularité.

Par suite du manque de cadres enseignants, l'armée affecte des instituteurs du contingent dans plus de 1 000 postes du bled.

Pour ceux qui ont quitté l'école à quatorze ans et qui attendent d'en avoir dix-huit pour entrer dans les centres de formation professionnelle, est créé le Service de formation des jeunes sous la direction du général Dunoyer de Segonzac. Des foyers de jeunes dispensent une éducation scolaire et de plein air, des centres de préformation professionnelle comptent 2 000 jeunes de quatorze à dix-huit ans. Ce service, dont le but est de donner aux jeunes un métier, est un service civil à encadrement militaire. Il est directement rattaché à la Délégation générale.

Toutes ces dispositions prises en faveur des musulmans entrent dans le cadre d'une vaste campagne d'« action psychologique ». Celle-ci s'exprime d'ailleurs également par des mesures de clémence prises par les autorités à l'occasion de fêtes religieuses, d'anniversaires ou d'événements marquants, comme ce fut le cas après le référendum.

Au cours d'un déjeuner au Centre métropolitain et d'outre-mer, le maréchal Juin justifia ainsi les décisions du général de Gaulle :

« Les mesures de grâce que le général de Gaulle a prises l'ont été dans un esprit de large clémence et de grande générosité. Ce geste émane d'un pouvoir fort. Tant pis pour ceux qui ont pu le traduire comme un geste de faiblesse. Le



Dimka Swetchine

▲ **L'A.L.N. a échoué. L'oléoduc Hassi-Messaoud-Bougie, long de 660 kilomètres, a été terminé et le précieux liquide arrive à flots dans le « Manifold » (jeu de raccordement de...**



Dimka Swetchine

**... vannes permettant ▶ divers branchements et combinaisons de tuyauteries). C'est ensuite le départ pour la métropole.** ***Photo : l'Altaïr,*** **au quai du port pétrolier de Bougie.**

# 1960 : retour aux formes élémentaires de la guérilla...

général de Gaulle cherche toutes les occasions d'un cessez-le-feu. Qu'attend le F.L.N. pour demander l'aman? »

Prenant prétexte de l'*Achoura*, la fête de la bonté, le commandement tente de rapprocher les communautés par un élan de solidarité.

« Que ceux d'entre vous, dit le Coran, qui possèdent les richesses et l'aisance que je leur ai distribuées n'oublient pas de donner aux pauvres, aux orphelins, aux veuves qui sont dans le besoin, aux exilés, aux voyageurs sur les routes... » A Bouzaréa, une équipe médico-sociale distribue aux déshérités le traditionnel couscous au milieu des chants, des airs de guitare; à Maison-Carrée, le 45e R.T. distribue du charbon aux nécessiteux.

## La mission de l'armée

« Tous les hommes sont faits pour s'aimer les uns les autres, pour s'aider, pour se respecter, déclarait le colonel Marey, commandant le 23e R.P., peu de jours avant de tomber dans une embuscade (1).

» Écoutez ceux dont les cœurs vous disent que tous les hommes sont faits pour s'aimer les uns les autres, pour s'aider, pour se respecter, que tous les hommes sont frères de Dieu, que le temps de la guerre est du temps perdu, que la paix est le bien suprême des hommes. »

Chaque communauté en est parfaitement convaincue, mais pour y parvenir, l'une et l'autre ont choisi des voies divergentes. Le dialogue s'est bien engagé, mais il est fondé très souvent sur des malentendus. Dès que les options politiques auront été proposées, ces malentendus iront en s'accentuant, les oppositions deviendront passionnelles et ainsi, en dépit de l'œuvre considérable accomplie par la France, la pacification se soldera par un échec.

Août 1959... Le général de Gaulle effectue un voyage en Algérie. Délaissant les grandes agglomérations, il choisit de se rendre dans les petites villes — Cassaigne, Saïda —, en Kabylie, dans le Constantinois, où l'accueillent avec un égal enthousiasme troupes et populations. Rendant un hommage public à l'armée dont il loue l' « humanité » avec laquelle elle remplit sa mission, il lui demande de poursuivre son œuvre et d'achever la pacification. C'est sans doute au cours de ce voyage qu'il a décidé d'offrir l'autodétermination à l'Algérie.

La déclaration du 16 septembre où de Gaulle propose trois solutions possibles au conflit algérien : la francisation, la fédération, la sécession, a un retentissement considérable; elle est très diversement appréciée, chacun y trouvant ce qu'il veut y trouver. Un point reste acquis : c'est le peuple français *tout entier* qui entérinera le choix des habitants de l'Algérie.

(1) N.D.L.R. : embuscade dont on ne saura jamais par qui elle a été montée.

J.-Ph. Charbonnier/Réalités

Estimant que la situation du mouvement de Ferhat Abbas est des plus précaires, Paul Delouvrier, faisant le bilan, en octobre 1959, se montre très optimiste.

Et le délégué général, mettant l'accent sur l'isolement de la rébellion, les incidents fréquents entre la Tunisie et l'A.L.N., les graves dissensions dans les rangs rebelles, conclut que « l'année 1960 se présente sous de très heureux auspices ». Lesquels? Les chefs militaires eux-mêmes sont dans une totale ignorance des desseins du chef de l'État. Le cas du général Allard est symptomatique à ce sujet.

## En plein essor...

Le 3 avril 1959, le général Allard quitte l'Algérie pour prendre le commandement en chef des forces françaises en Allemagne.

Au cours d'une de ses visites d'adieux, il affirme :

« Tout récemment, le général de Gaulle m'a déclaré qu'il n'envisagerait jamais l'indépendance. L'avenir, c'est nous qui le ferons.

» Eh, me direz-vous alors, pourquoi le mot d'intégration n'est-il pas prononcé? Tout simplement parce que cette intégration, c'est aux deux communautés à la réaliser elles-mêmes. »

Telle n'est pas l'opinion du Front de libération nationale, qui, plus que jamais, considère l'indépendance comme la seule conclusion acceptable.

Le « congrès de la Soummam » du 20 août 1956 avait donné une plate-forme politique à son organisation et codifié ses structures. Trois grands principes devaient être appliqués : la primauté du politique

Coll. particulière




◄ Dans toute l'Algérie, on note un recul de l'emprise du F.L.N. Une sécurité presque totale règne dans les villes, qui ont retrouvé peu à peu un visage de paix, même dans les régions...

... où le F.L.N. faisait ► la loi il y a peu de temps encore. La population musulmane s'est ralliée en masse à la France, croyant pleinement à une paix prochaine et définitivement...

... française. L'économie algérienne est en plein essor et un immense effort est fait en ce qui concerne la construction de logements et la scolarisation des enfants musulmans ▼




G. Viollon

sur le militaire, de l'intérieur sur l'extérieur, la direction collective à tous les échelons.

Mais en 1960, le militaire domine, les « ministres » vivent à l'étranger, le déséquilibre s'accroît entre l'armée et l'extérieur et la direction collégiale ne subsiste qu'à l'échelon gouvernemental.

A l'intérieur, à défaut d'emprise idéologique, le F.L.N. ne réussit qu'à imposer une contrainte financière. L'O.P.A. est en pleine dégénérescence. L'étanchéité des barrages appauvrit l'Armée de libération nationale d'environ 350 armes de guerre par mois. Au début de l'été de 1958, il existait 17 000 armes de guerre, dont 900 collectives, et 25 000 armes de complément. Au 1er août 1960, il ne reste plus que 8 000 armes de guerre et moins de 11 000 de complément. Cette situation est encore aggravée par la pénurie de munitions. Les katibas (compagnies) sont en voie de disparition, la section et le groupe sont les véritables unités de base; c'est un retour aux formes élémentaires de la guérilla mais qui a pour effet de diminuer la vulnérabilité. Cependant, la lutte contre les forces de l'ordre marque le pas (harcèlements symboliques des postes, coups de

E.C.P.A.

feu lointains sur les véhicules). Si les mines causent encore des pertes, beaucoup sont détectées et relevées.

Jusqu'en 1957, le F.L.N. incendiait les écoles, les fermes, s'attaquait aux colons, leur laissant le choix entre « la valise et le cercueil »; il mène désormais une « guerre économique » contre le plan de Constantine : sabotage des biens publics, des réseaux ferré et routier, des télécommunications, des conduites d'eau... La menace de l'incendie des moissons est encore un moyen de pression efficace pour obliger à payer la dîme.

Le terrorisme, toutefois, est en nette régression : en 1957, 4 000 civils avaient été l'objet d'attentats; en 1958, 2 700; en 1959, 2 200; en 1960, 900, soit un total pour la période du 1er novembre 1954 au 1er août 1960 de 13 200 musulmans et 1 900 Européens; mais il est devenu plus sélectif. Les attentats à la bombe ou à la grenade ont diminué, tandis qu'ont augmenté les assassinats de personnalités musulmanes favorables à la France. Il semble même que le caractère de sauvagerie se soit accentué. En 1959, 500 cas d'égorgement sont signalés, assortis d'émasculation pour les hommes et d'éventration pour les femmes.

Cette terreur aurait pu être un aveu d'impuissance. Une sécurité presque totale règne dans les villes, les axes routiers et ferrés sont ouverts de jour, les forces de l'ordre conservent partout l'initiative. Sur le plan économique, l'Algérie est en plein essor, la production agricole augmente, l'évacuation du pétrole est normale, le trafic des ports et des aérodromes s'accroît. Si sur le plan politique la rébellion obtient quelques résultats, elle ne doit de subsister qu'à la seule présence au Maroc et en Tunisie de troupes en armes. Bien qu'elles se soient révélées incapables de franchir les barrages, elles immobilisent des forces qui seraient nécessaires pour achever la pacification, sauvant l'intérieur du dépérissement et empêchant le ralliement de la masse musulmane. Psychologiquement et politiquement, elles donnent en outre au G.P.R.A. une certaine audience auprès des instances internationales et, selon Yazid, constitueraient dans des discussions éventuelles une « puissance de marchandage » H

◄ Théâtre à l'école. Devant un public chaleureux, des élèves donnent une petite représentation. Des écoles s'ouvrent un peu partout en Algérie, jusque dans les villages perdus dans le bled, et nombreux seront les soldats qui se découvriront une vocation d'instituteur.

# L'OPÉRATION "JUMELLES"

En 1960, une lente dégradation de la situation se manifeste tant sur le plan militaire que sur le plan psychologique.

Le 22 janvier 1960, sur convocation du général de Gaulle, se tient à Alger une réunion de tous les responsables de la politique en Algérie, sauf le général Massu, remplacé dans son commandement. Le dimanche 24 janvier, les Algérois se massent au plateau des Glières, scandant « Algérie française! ». A 15 heures, des barricades s'édifient devant la grande poste et rue Michelet. A 18 heures, les forces de l'ordre tentent de faire évacuer la foule. Un coup de feu claque... On ne saura jamais qui a tiré... Et c'est la panique : 24 morts, 140 blessés; l'atmosphère se tend. Dans le « camp retranché », limité par les barricades, la résistance s'organise.

Le général de Gaulle adresse un message à la population d'Algérie; Michel Debré fait un voyage-éclair à Alger... Le calme ne renaît pas pour autant. Le 27, la foule se rend encore aux barricades. Les bruits les plus invraisemblables circulent; des incidents éclatent à Mostaganem. Delouvrier, délégué général, lance un appel au calme et rejoint le général Challe à son P.C. opérationnel.

Le 29, le général de Gaulle prononce un discours : « En fin de compte, l'ordre public devra être rétabli. Les moyens à employer pour que force reste à la loi pourront être de diverses sortes. Mais votre devoir est d'y parvenir. J'en ai donné, j'en donne l'ordre. »

Devant cette volonté inflexible, le général Gracieux convoque les unités territoriales pour le 30 janvier; à 16 heures, le 31, la foule force les barrages militaires tandis qu'une explosion ébranle la clinique Lavernhe. Sans tarder des renforts prélevés sur des unités du bled sont envoyés par la rue Laferrière.



Coll. Simon/photo A. Bêtry

Lundi, c'est l'apaisement. L'évacuation du réduit a lieu entre 11 heures et midi dans des conditions fixées aux occupants au cours de la nuit.

Les événements d'Alger et la réunion du Conseil national de la révolution algérienne enlèvent aux opérations militaires une partie de leur intérêt.

D'importants moyens ont été concentrés à Alger pour y rétablir l'ordre. On note cependant quelques accrochages favorables à nos troupes qui maintiennent aux frontières une surveillance efficace. Toutefois, on constate vers la fin du mois une recrudescence des embuscades et des pertes en personnel sont signalées.

Après le dénouement des incidents d'Alger, l'activité militaire reprend sur l'ensemble du territoire tandis que, le 13 février, à 7 heures, explose dans le désert du Tanezrouft, au sud-ouest de Reggane, la première bombe atomique française. Au cours du mois, le nombre des ralliés avec armes est en augmentation par rapport au mois de janvier, mais les embuscades rebelles ne se sont plus renouvelées. Les tentatives de franchissement

Médard

**◄ Les musulmans combattant dans les forces de l'ordre sont passés de 50 000 en septembre 1957 à 160 000 en 1959 et à 210 000 un an plus tard, ce qui montre la confiance des Algériens dans la France, malgré les incertitudes provoquées par la politique de Paris et le malaise causé par la « semaine des barricades ».**

◄ *De gauche à droite et de haut en bas :* **25e esc. du train ; 26e esc. du train ; 27e esc. du train ; 32e esc. du train ; 82e C.Q.G. ; 110e C.Q.G. ; 132e esc. du train ; 183e cie de transport du 25e train ; 263e C.C.R. ; 363e groupe de transport ; 370e G.T. ; 379e G.T. ; 404e cie de commandement du train ; 500e G.T. ; 502e G.T. ; 503e G.T. ; 506e G.T. ; 508e G.T. ; 509e G.T. ; 510e G.T. ; 511e G.T. ; 512e G.T. ; 514e G.T. ; 515e G.T. ; 516e G.T. ; 519e G.T. ; 520e G.T. ; 525e G.T. ; 540e G.T. ; 541e G.T. ; 556e G.T. ; 585e bat. du train ; 586e B.T. ; 587e B.T. ; Service des essences au Sahara.**

**Malgré le discours de De Gaulle du 16 septembre 1959, qui allait ouvrir une ère d'ambiguïté, nombreux furent les musulmans qui se rallièrent à la cause française. L'autodétermination, pour eux, ne pouvait être que l'intégration.** ►

E.C.P.A

# ET L'A.L.N.

des barrages ont été vouées à l'échec.

D'une façon générale, le climat est à l'apaisement, mais cet apaisement a besoin d'une confirmation.

Le 3 mars, le général de Gaulle, désireux de s'informer sur place des progrès des opérations et de la pacification, effectue une « tournée » dans le bled.

Alors que se poursuivent les opérations « Jumelles » et « Pierres-Précieuses », se manifeste une recrudescence de l'activité rebelle contre les barrages et dans l'Aurès. A cette combativité des rebelles, on oppose une agressivité accrue des groupes d'autodéfense et une diminution du nombre des désertions.

A Catinat, dans le secteur du 23e R.I., on a même vu des femmes de harkis victimes du F.L.N. demander des armes pour se défendre. Pieds nus, anneaux d'argent aux chevilles, un pantalon de treillis sous leurs longues robes, elles ont accompagné le sous-officier instructeur au champ de tir à la sortie du village et s'exercent au maniement des armes... Ainsi que le souligne le sous-lieutenant Doucet, officier adjoint à la S.A.S., civils et militaires unissent leurs efforts dans la lutte contre le terrorisme.

Et le général de Gaulle de déclarer : « Les opérations sont une nécessité première pour arriver à un résultat, parce qu'il est douteux que le F.L.N. dépose les armes. Si le F.L.N. ne dépose pas les armes, il faudra aller les chercher comme vous avez fait jusqu'à maintenant. Il faut que nos armes l'emportent, ensuite nous construirons l'avenir, car la France restera en Algérie. L'Algérie doit rester liée à la France. De quelle façon ? Je n'en sais rien encore. Dans quelles conditions ? Les gens d'ici le décideront. Quels liens ? On verra... Il y a deux choses certaines : ce ne redeviendra pas comme avant ; ensuite, ce ne sera pas la sécession, qu'ils appellent indépendance... » Le chef de l'État poursuit : « Il y a ici des milliers d'Européens qui ont le droit d'y être et y resteront. Il y a 400 000 musulmans qui travaillent en métropole et qui font vivre

*(Suite page 16)*

J.-L. Swiners/Réalités



◄ **En s'efforçant de convaincre les hommes d'un village de rejoindre une harka, l'officier français engage et son honneur personnel et celui de la France. Cette parole donnée sera pour lui, dans les mois à venir, un cruel cas de conscience. Que deviendront ces hommes ?**



HISTORIA magazine

Supplément au numéro 385

LA GUERRE D'ALGÉRIE

# Nos lecteurs écrivent...

Je n'avais que treize ans lorsque éclata la douloureuse rébellion algérienne. Ce qui allait entrer dans l'Histoire sous le nom de « guerre d'Algérie » embrasa mon pays alors que ses habitants déposaient des chrysanthèmes sur les tombes de leurs aïeux, morts sans avoir fait fortune mais riches d'avoir vécu dans un monde où tout était à faire.

Les mois, puis les années s'écoulèrent et l'Algérie hissa les couleurs stendhaliennes : rouge – le sang –, noir – le deuil. Bientôt, les trois armées se trouvèrent représentées sur le sol algérien : terre, air, mer.

Dans les rangs des jeunes filles de plus de quinze ans, l'affolement fut grand devant cet afflux de jeunes hommes venus de France.

Avec une application digne des plus grands éloges, écolières, ouvrières, employées se mirent à apprendre à reconnaître les armes et les grades mieux que ne le firent les appelés eux-mêmes.

Les nouveaux arrivants, grands, blonds, aux splendides yeux bleus (beaucoup d'Alsaciens furent affectés à l'Est constantinois) amenèrent des regards rêveurs chez plus d'une adolescente jusque-là très sage.

A cet engouement s'opposèrent la jalousie des fiancés, l'inquiétude des frères, quand ce ne fut pas des maris. Plus d'un prétendant jusque-là agréé se vit couper l'herbe sous le pied par un « pato ».

Pourtant, au fil des mois, les rapports, d'abord lointains, entre civils et militaires se consolidèrent. On prit l'habitude de leur présence et on se mit à les inviter à la table familiale à l'occasion des fêtes. Ils se fondirent dans la population quand ils vinrent à elle avec franchise. La Croix-Rouge institua des foyers où les soldats purent venir lire ou jouer au ping-pong avec les dames de la bourgeoisie dont la moralité était irréprochable. Ce sont encore elles qui allaient parfois accueillir, en leur offrant cigarettes et boissons, les nouveaux contingents.

Radio-Alger avait inclus un programme de disques demandés ▶




Coll. Claude Combes

*1958. Molière (Ouarsenis). Le poste de gendarmerie et... ses deux amis.*

# La vérité des deux côtés...




*Le convoi en direction de Fort-National et de Michelet s'arrête : pause technique...*

par les soldats, de nombreuses jeunes filles devinrent marraines de guerre de militaires qu'elles ne connurent jamais autrement que par lettres et photos.

Oui, et contrairement à ce que voudraient faire croire certains, tous ceux qui portèrent un uniforme durant ces années, qui ne furent pas toujours terribles, se trouvèrent placés sur un piédestal.

Beaucoup d'entre vous, messieurs les anciens d'A.F.N., pensent qu'ils se sont battus pour rien. Quelle inqualifiable erreur ! Mais avez-vous jamais songé que par votre seule présence, dans les villes, sur les pitons, dans les villages vous mettiez un frein aux incursions rebelles et empêchiez qu'il n'y eût dix fois plus de victimes ?

Si durant huit ans des enfants musulmans et français purent aller en classe sans que leur école fût brûlée, des ménagères faire leurs emplettes, les hommes se rendre à leur travail, le courrier et les marchandises être expédiés et distribués, les récoltes faites, c'est bien parce que vous étiez là.

Vous vous êtes battus et bien battus non seulement pour protéger une population, mais aussi, et surtout, sachez-le enfin, pour le pétrole. Ce pétrole algérien qui fait rouler vos voitures et marcher les usines.

Chaque fois que l'amertume vous submergera, songez-y, messieurs, et vous comprendrez alors que tout n'a pas été perdu, il s'en faut.

Vous avez droit dans le cœur de chaque Français d'Algérie à une place de choix. Certains de mes compatriotes se laissèrent emporter par la passion politique et vous maudirent après vous avoir aimés. Souvenez-vous qu'ils souffrirent comme des écorchés vifs devant l'agonie de leur terre natale. Ne conservez d'eux que les beaux souvenirs que vous avez en commun.

**Mme D. F...,**
**78600 Maisons-Laffitte**

★

Dans votre n° 333, il y a en couverture la photo d'un soldat aviateur qui pose à côté de l'inscription : « Ne comptez pas sur le contingent », c'est un article de M. Auriel Dahan (également soldat de l'aviation à cette époque) qui explique fièrement comment « il n'a pas marché ».

En tant qu'appelé de la classe 59-1/C qui a crapahuté la moitié de l'année 60 et tout 61 à travers les djebels de l'Algérois et particulièrement de Kabylie dans un régiment d'infanterie de marine, je désire fermement que vos lecteurs sachent que tous les appelés n'ont pas agi de même.

Bien sûr, moi aussi j'attendais la quille avec impatience, surtout avec les souffrances physiques bien plus que morales que l'on endurait. Mais en tant que vrai soldat, je savais que l'on ne pouvait abandonner ce peuple qui combattait en majorité avec nous. J'avais avec moi des appelés musulmans, des engagés harkis, d'anciens fellaghas qui m'ont expliqué comment le F.L.N. agissait. D'autre part, n'étant pas hypocrite et pensant « France » et non uniquement « moi », je savais que le pétrole du Sahara était une chance extraordinaire pour l'avenir de notre pays (et d'ailleurs actuellement ce problème du pétrole devient de plus en plus crucial !...). Enfin, le putsch réussissant, la durée du service n'aurait pas augmenté, bien au contraire, car le général Challe aurait pu vite terminer la guerre d'Algérie, et il suffisait des harkis et engagés pour maintenir l'ordre et à la rigueur encore d'appelés




*... dont l'opérateur-radio profite pour prendre quelques minutes de repos.*


Coll. Roger Clair

*Un* **Piper** *abattu rappelle que les fells ont autre chose que des fusils de chasse.*

mais pour dix-huit mois au lieu de vingt-huit !

Personnellement, je n'ai pas entendu le discours du général de Gaulle appelant à la désobéissance, car mon unité était peut-être en opération et de toute façon, quand on revient d'opé, on se lave, on mange, on dort, on écrit, on lave son linge et... on repart en opé. Donc, les vrais soldats d'Algérie, les combattants, n'avaient guère le temps d'écouter la radio. Mais quelqu'un de la compagnie a certainement entendu cet appel et est venu me trouver en me disant de ne pas suivre nos officiers s'ils se ralliaient aux généraux du putsch. A moitié étonné, car bien que simple caporal je bénéficiais d'une certaine autorité auprès des autres appelés français de métropole ou musulmans, je l'envoyai promener. S'adressant à un autre appelé, celui-ci, vu peut-être ma prise de position, l'a également envoyé sur les roses. Alors il n'a pas insisté auprès des autres et a quitté la chambrée. Je dois dire que nos officiers ont attendu que le vent souffle d'une façon sûre en faveur des généraux pour se rallier. Et comme la grande majorité des officiers a agi de la même façon... voilà la vraie raison de l'échec du putsch.

Ce qui écœure, c'est ce que font les rappelés planqués, à commencer par ceux de l'aviation, comme M. Auriel Dahan, qui travaillait à la base de Maison-Blanche, ou par exemple les soldats de la caserne d'Orléans à Alger qui ont « contesté » et écouté les « bons ordres » de De Gaulle. Des appelés qui n'ont peut-être jamais fait une opération, qui n'ont sûrement jamais crevé de soif comme moi, qui avaient des permissions à Alger, et je suis sûr qu'ils criaient « la quille » plus fort que moi. Comme les journalistes étaient concentrés à Alger, ils ont eu en priorité les échos de ce qui se passait dans la région, donc ont tiré la conclusion que tout le contingent ne marchait pas. Même s'il n'y avait eu que 30 % du contingent qui aurait marché, cela aurait été différent avec les engagés de la légion et les paras, car cela aurait été les 30 % d'appelés parmi les meilleurs, les opérationnels, par conséquent ceux qui connaissaient le problème algérien.

Actuellement, je suis sûr que les planqués, ceux qui se vantent d'avoir désobéi (ou écouté l'appel de De Gaulle) réclament avec ferveur la carte d'ancien combattant ou se vantent auprès de leurs famille et amis d'avoir fait la guerre d'Algérie. Eh bien, moi, je fais partie des appelés qui ont regretté et qui regretteront toujours que le putsch n'ait pas réussi, et ce, uniquement pour l'avenir de la France, de l'Europe, du niveau de vie des musulmans d'Algérie et, bien sûr, cela aurait évité aussi le massacre de nombreux musulmans et le déracinement des pieds-noirs.

**M. G. B...,**
**94190 Villeneuve-St-Georges**



En ouvrant votre dernier numéro « l'Exode des Européens » je vois que vous faites allusion en quelques lignes au sort des harkis. Je pense que l'aventure de ces hommes a besoin d'être décrite et expliquée d'abord à ceux qui lisent votre revue, puis à tous nos concitoyens.

Je n'en voudrais pour preuve que l'événement étonnant qui vient de se dérouler dans le département de l'Eure où un ancien caporal harki et un ancien sergent tous deux français rapatriés de confession islamique viennent d'entamer une longue grève de la faim.

L'un n'a pu revoir depuis 1962 son fils et sa fille alors âgés respectivement de 3 ans et 2 mois, et ce, au mépris du droit musulman, qui confie toujours, lorsque la femme ne veut pas suivre son mari et retourne chez ses parents, la garde des enfants au père.

Ils sont ainsi plusieurs milliers d'hommes seuls et gagnés par le désespoir car ils savent très bien que, si les choses restent ce qu'elles sont, ils ne reverront *jamais* leurs enfants que, pour diverses raisons, ils n'ont pu prendre avec eux lorsqu'ils ont fui devant la grande chasse à l'homme de l'été 1962.

Il y a maintenant plus de 230 000 hommes, femmes et enfants de confession islamique qui font souche sur le territoire métropolitain et s'y enracinent totalement.

J'espère que très prochainement vous pourrez parler longuement de ces garçons qui ▶

# *Précisions pour l'Histoire...*



Coll. Assémat

***Exercice de parachutage de matériel lourd (préparation de l'expédition de Suez).***

sont malheureusement pour beaucoup d'entre nous un remords vivant et le secret déshonneur de notre patrie.

**M. J. N...**

★

... Il me semble que le drame algérien se présente en deux volets :

1e période avant 1958 : l'insurrection arabe ;

2e période de 1959 à 1962 : le désespoir pied-noir,

ces deux périodes séparées par la grande illusion de 1958 suivie du « parjure », une courte mais merveilleuse transition.

Pour ce qui est du premier volet, les témoignages recueillis dans chaque camp ont cautionné le caractère objectif que vous vouliez atteindre. Par contre, pour le second volet, celui qui va dans le « sens de l'Histoire » et qui est d'autant plus frais à nos esprits que les blessures n'en sont pas encore cicatrisées, les témoignages pieds-noirs se cherchent à la loupe. Car, en somme, dès 1961 il y a trois camps et non plus deux et surtout en 1962.

Or, pour les Arabes, partisans de l'indépendance, le drame algérien a pris fin le 1er juillet 1962 alors que commençait le vrai drame des « rapatriés ». Noircis par les portraits que la presse en avait faits, accueillis dans un climat d'hostilité, en butte aux procès d'intention, ils se sont intégrés plus ou moins difficilement dans la « mère patrie ».

Pour mieux faire comprendre aux Français de métropole cet aspect du drame qui survit encore, secret mais tenace, dans le cœur de beaucoup de pieds-noirs, peut-être auriez-vous dû vous étendre plus longuement sur les événements de la période 1961-62, et ce, avec des témoignages équilibrant ceux des militaires, hommes politiques ou de lettres acquis à la thèse gouvernementale et qui foisonnent dans vos derniers numéros. Car il y avait aussi des journalistes en Algérie et une tragédie comme celle de la fusillade de la rue d'Isly méritait au moins deux versions : c'est l'événement qui ne fut jamais pardonné à la France. J'y étais. D'autres versions des faits que vous relatez ont été avancées, l'objectivité consistait à en donner deux contradictoires ; de même certainement pour Bab-el-Oued et prochainement pour Oran.

Dans votre revue, il a été réservé une grande place aux événements, et c'est légitime, il y a manqué des témoignages de dimensions modestes mais sensibles comme il s'en produit lors de toute guerre lorsque des êtres ne perdent pas toute dignité et savent rester des hommes. De tels faits se sont produits de part et d'autre des deux communautés. Fort heureusement, le « Courrier des lecteurs », qu'on aurait accepté plus volumineux, a apporté dans sa majorité cette bouffée d'humanité.

**M. J.-P. D...,**
**31530 Lévignac-sur-Save**



La lecture du dernier numéro d'« Historia Magazine » *la Guerre d'Algérie,* numéro consacré à l'exode des Européens, m'a fort surpris, et ce hélas ! désagréablement.

J'ai pu lire, en effet, à la dernière page de ce numéro : « La jeune génération *(de pieds-noirs)* est devenue entièrement

*(Suite page VII)*

## ORGANISATION DES UNITÉS EN JUILLET 1960

### CORPS D'ARMÉE D'ORAN

**Zone Ouest oranais : 12e D.I. Tlemcen**

**Infanterie :**
5e R.I. : Beni-Bahbel
7e R.I. : Zarifet (près Tlemcen)
22e R.I.Ma. : Marnia
1re D.B.F.M. : Nemours

**Arme blindée cavalerie :**
2e R.C.A. : Sebdou
3e cuirassiers : Sebdou
R.I.C.M. : Nedroma

**Artillerie :**
4/10e R.A.Ma. : Turenne
2/66e R.A. : Nedroma
2/403e R.A.A. : El-Aricha

**Zone Nord oranais :**
**5e D.B. Mostaganem**

**Infanterie :**
19e B.C.P. : barrage de Bou-Hanifia
20e B.C.P. : Aïn-Ramka
21e R.T.A. : Relizane

**Arme blindée cavalerie :**
1er cuirassiers : Guillaumet
6e R.C.A. : Melaab
12e dragons : Picard

**Artillerie :**
3/24e R.A. : Ammi-Moussa
1/64e R.A. : Fornaka

**Zone Centre oranais :**
**29e D.I. Sidi-Bel-Abbès**

**Infanterie :**
1er R.E. : Sidi-Bel-Abbès
2e R.E.I. : Arzew
2e R.T.A. : Oran
2e B.Z. : Oran
21e R.I. : Le Telagh
29e R.T.A. : St-Cloud

**Arme blindée cavalerie :**
9e hussards : Tendra

**Artillerie :**
1/27e R.A. : Tabia

**Zone Est oranais : 4e D.I.M. Tiaret**

**Infanterie :**
1er R.I.M. : Trézel
4e G.C.P. : Frenda
31e G.C.P. : Tiaret
110e R.I.M. : Vialar

**Arme blindée cavalerie :**
9e spahis : La Fontaine
10e dragons : Aïn-Kermès

**Artillerie :**
4/12e R.A. : Trumulet
1/403e R.A.A. : Aflou

**Zone Sud oranais : 13e D.I. Méchéria**

**Infanterie :**
2e R.E.I. : Aïn-Sefra
8e R.I.Ma. : Chellala
8e R.I.M. : Saïda
66e R.I.Ma. : Méchéria

**Arme blindée cavalerie :**
1er chasseurs : Sfissifa
2e spahis : Tiout-Ksar
23e spahis : Géryville

**Artillerie :**
1/17e R.A. : Aïn-Sefra
1/66e R.A. : Ferme Cao près Wagram

### CORPS D'ARMÉE DE CONSTANTINE

**Zone Nord constantinois :**
**14e D.I. Bône**

**Infanterie :**
3e B.Z. : Ouled-Rahmoun
1/4e R.I.Ma. : St-Charles
4e B.I. : Redjas
16e R.I.Ma. : Philippeville
22e R.T.A. : Constantine
23e R.I. : El-Milia
27e B.I. : Constantine
43e B.I.Ma. : Aïn-Kechera
51e R.I. : Mila
65e R.I.Ma. : Sidi-Marouf
67e B.I. : La Meskiana
75e R.I.Ma. : Collo
81e R.I.A. : Taher
129e R.I. : Chekfa
Bataillon de Corée : Aïn-Abid

**Arme blindée cavalerie :**
6e cuirassiers : Aïn-M'Lila
16e dragons : Aïn-Beïda
21e spahis : Condé-Smendou

**Artillerie :**
2/4e R.A. : Aïn-Kerma
4/10e R.A.Ma. : Djidjelli
1/67e R.A. : El-Arrouch
3/67e R.A. : Le Kroub
1/406e R.A.A. : Cavallo

**Zone Sud-Est constantinois :**
**7e D.M.R. Tébessa**

**Infanterie :**
21e R.I.Ma. : El-Ma-el-Abiod
26e R.I.M. : Morsott
60e R.B.I.Ma. : Bir-el-Ater

**Arme blindée cavalerie :**
2e dragons : Négrine
3e R.C.A. : Bekkaria
4e chasseurs : Ouenza

**Artillerie :**
1/39e R.A. : Le Kouif
1/59e R.A. : Bir-el-Ater
72e G.A. : Tébessa
457e G.A.A. : Chéria

**Zone Nord-Est constantinois :**
**2e D.I.M. Bône**

**Infanterie :**
4e R.E.I. : Dar-el-Baraka
12e B.C.A. : Blanda
14e B.C.A. : Combes
25e B.C.A. : La Calle
60e R.I. : La Verdure
63e R.I.Ma. : Bône
151e R.I.M. : Guelma
152e R.I.M. : Lamy
153e R.I.M. : Munier

**Arme blindée cavalerie :**
1er R.S. : Lamy
4e hussards : Gambetta
8e spahis : Hammam-Zaïd
29e dragons : Le Tarf

**Artillerie :**
1/8e R.A. : Petit
3/28e R.A. : Fedj-Takouk
4/64e R.A. : Lamy
452e G.A.A. : Duvivier

**Zone Sud constantinois :**
**21e D.I. Batna**

**Infanterie :**
4e B.C.P. : Tikout
7e R.T.A. : Barika
10e B.C.P. : Menaa
17e B.C.P. : Oued-Taga
24e R.I.Ma. : Biskra
30e B.C.P. : Corneille
47e B.I. : El-Kantara
94e R.I. : Khenchela

**Arme blindée cavalerie :**
4e R.C.A. : Batna
18e chasseurs : Babar

## ORGANISATION DES UNITÉS EN JUILLET 1960 (suite)

**Artillerie :**
1/1er R.A. : Bou-Hamama
4/8e R.A. : Batna
1/421e R.A.A. : Batna

**Zone Ouest constantinois :**
**19e D.I. Sétif**

**Infanterie :**
2e R.I.Ma. : Akbou
3e R.T.A. : St-Arnaud
4e B.Z. : Ouala des Beni-Ahmed
11e R.I.Ma. : Tazmalt
28e B.C.A. : El-Felaye
29e B.C.P. : El-Kseur
49e B.I. : Medjana
57e R.I. : Bougie

**Arme blindée cavalerie :**
3e hussards : St-Arnaud
4e dragons : El-Arous
6e spahis : Bordj-bou-Arreridj
12e R.C.A. : M'Sila
20e dragons : Kerrata
30e dragons : St-Arnaud

**Artillerie :**
1/2e R.A.Ma. : Bordj-Rhédir
2/62e R.A. : Iril-Ali
2 et 3/64e R.A. : Colbert et La Réunion

### CORPS D'ARMÉE D'ALGER

**Zone Nord algérois : Fort-de-l'Eau**

**Infanterie :**
1er R.T.A. : Blida
9e B.Z. : Alger
12e B.I. : Tablat
73e R.I.Ma. : Boufarik
11e R.I. : Blida

**Arme blindée cavalerie :**
1er R.E.C. : Chenoua Plage
5e R.C.A. : Maison-Carrée

**Artillerie :**
3/10e R.A.Ma. : Marengo
2 et 3/65e R.A. : Chréa et El-Affroun
1/404e R.A.A. : Ferme Chenu
1/405e R.A.A. : Ménerville
411e R.A.A. : Alger

**Zone Est algérois :**
**27e D.I.A. Tizi-Ouzou**

**Infanterie :**
1er R.I.Ma. : Palestro
6e B.C.A. : Michelet
7e B.C.A. : Tassaft
9e R.I.Ma. : Bordj-Menaïel
15e B.C.A. : Tizgirt
22e B.C.A. : Bouira
27e B.C.A. : Iffira
2/39e R.I. : Djemaa-Jahandj
121e R.I. : Tizi-Ouzou
2/137e R.I. : Béni-Amrane
159e B.I.A. : Boghni

**Arme blindée cavalerie :**
6e hussards : Yakouren
19e chasseurs : Bouïra

**Artillerie :**
1/43e R.A. : Tizi-Reniff
1/50e R.A. : Maillot
1/61e R.A.A. : Port-Gueydon
2/93e R.A.M. : Oued-Aïssi
1/408e R.A.A. : Bou-Djima

**Zone Sud algérois : 20e D.I. Médéa**

**Infanterie :**
2e R.I. : Aumale
4e R.T.T. : Djelfa
6e R.I. : Damiette

**Arme blindée cavalerie :**
1er R.C.A. : Berrouaghia
2e R.E.C. : Djelfa
8e hussards : Paul-Cazelles
27e dragons : Bir-Rabalou

**Artillerie :**
1/7e R.A. : Bessombourg
1/23e R.A. : La Baraque (Ferme)
1/38e R.A. : Aïn-Mabed
1/47e R.A. : Nelsonbourg
2/67e R.A. : Sidi-Aïssa
1/410e R.A.A. : Aïn-Bessem

**Zone Ouest algérois :**
**9e D.I. Orléansville**

**Infanterie :**
22e R.I. : Ténès
23e R.I.Ma. : Miliana
131e R.I. : Orléansville

**Arme blindée cavalerie :**
5e spahis : Ferme Bou Zehar
25e dragons : Malakoff
28e dragons : Le Puits

**Artillerie :**
2/10e R.A.Ma. : Oued-Fodda
1/18e R.A. : Paul-Robert
2/30e R.A. : Kherba
1/42e R.A. : Carnot
1/402e R.A.A. : Orléansville

Coll. Assémat

*Les attachés militaires à Paris devant le monument aux morts à Alger.*

### RÉSERVES GÉNÉRALES

**25e D.P.**

Base :
1er R.C.P. : Philippeville
2e R.E.P. : Philippeville
8e R.P.I.Ma. : Randon
14e R.C.P. : Philippeville
18e R.C.P. : Batna
1er hussards : Philippeville
1/35e R.A.L.P. : Philippeville

**10e D.P.**

Base :
1er R.E.P. : Zéralda
2e R.P.I.Ma. : Alger
3e R.P.I.Ma. : Sidi-Ferruch
6e R.P.I.Ma. : Blida
9e R.C.P. : Camp ENPA
13e dragons : Azazga
20e G.A.P. : Oued-el-Alleug

### COMMANDEMENT INTERARMÉES AU SAHARA

35e R.I. : Béchar-Djedid
3e B.I.L.A. : Fort-Flatters
26e dragons : Kenadsa
2/1er R.A.Ma. : Colomb-Béchar
1/4e R.A.Ma. : Béni-Ounif
1/7e R.A.A.Ma. : Hassi-el-Haouri
1/13e R.A. : Laghouat
1/401e R.A.A. : Touggourt
620e G.A.S. : Reggane
621e G.A.S. : Reggane
701e G.A.G. : Colomb-Béchar

*(suite de la page IV)*
métropolitaine et le terme même de pieds-noirs entre doucement dans l'Histoire... »

Halte là !... C'est nous enterrer bien vite que d'écrire ainsi et je crois être bien placé pour vous répondre.

J'ai vingt-six ans, je suis pied-noir, fier de l'être, et je ne me sens pas le moins du monde métropolitain.

Bien plus, voilà dix ans que je milite dans des associations de jeunes pieds-noirs et je pourrais vous présenter des centaines de jeunes qui partagent exactement mes sentiments. Beaucoup n'ont pas même vingt ans et ont à peine connu l'Algérie.

Mais n'y a-t-il pas des milliers de Bretons, de Basques, de Corses qui vivent loin de leur province sans pour cela l'avoir oubliée ?

Certes, l'accent de ces jeunes Algériens d'expression française est moins marqué, leur teint plus pâle, mais leur cœur est aussi « provincial » que celui de leurs parents.

Certes, nous sommes des provinciaux sans province, mais notre histoire, notre culture, notre folklore sont bien vivants au cœur des hommes de cette belle province française d'Algérie.

Si nos jeunes se regroupent en associations, cercles, amicales, clubs, c'est précisément pour éviter qu'on ne les enterre avant qu'ils soient morts et cultiver leur qualité de pieds-noirs.

Il est vrai que d'aucuns s'acharnent à donner un sentiment de culpabilité aux jeunes d'Algérie, leur répétant sans cesse que leurs pères étaient d'affreux tortionnaires, des exploiteurs de la race humaine, avides de gain et de cruauté.

C'est précisément pour cela que nous créons des mouvements, pour leur dire qu'au contraire ils doivent être fiers d'être les descendants des pionniers courageux qui ont su mettre en valeur une terre inculte et où il ne faisait pas bon vivre avant 1830.

Nous leur expliquons que l'histoire de l'Algérie a commencé bien avant 1954 !

Pour ce qui est d'« entrer dans l'Histoire », nous ne sommes pas pressés, là non plus.

Si nous ne pouvons pas vivre en Algérie, rien ne nous empêche de voir en pieds-noirs, de penser et d'agir comme tels. Encore une fois, nous sommes des provinciaux et nous ne laissons à personne le droit de nous enterrer vivants !

**M. M. C...,**
**78340 Les Clayes-sous-Bois**

★

Lecteur de votre revue *Guerre d'Algérie* depuis le premier numéro, je tiens à vous exprimer toute la satisfaction que j'ai eue à l'acheter chaque semaine. Vous avez su faire preuve d'impartialité et donner la parole à tous.

Comme beaucoup, j'aurais apprécié que vous parliez de ce que j'ai connu, mais après tout, si vous n'en avez pas parlé, c'est peut-être que cela n'avait pas d'importance puisque vous avez donné la synthèse et l'essentiel. Ou alors j'aurais dû essayer de vous écrire plus tôt pour vous raconter ce que j'ai vu.

Je pense plutôt que je n'ai vu qu'un petit morceau, dans une toute petite parcelle de temps ▶

Coll. Roger Clair



***Sapeurs du génie et équipage d'un « ventilo » se retrouvent avant de participer à une opération de nettoyage de grottes.***

# Opinions...

▶ et d'espace, de cette terrible chose qu'a été la guerre d'Algérie. En tout cas, comme beaucoup d'appelés, j'en suis revenu traumatisé pour longtemps. Et, comme disait récemment un de vos lecteurs, nous étions nombreux à considérer que nous devions faire ce que nous faisions, que « la quille », c'était important mais pas l'essentiel et que ce pays était tellement attachant, avec ses habitants, que cela valait la peine de s'y consacrer.

Et je pense refléter l'opinion de beaucoup d'entre nous en prétendant que nous estimons encore aujourd'hui n'avoir fait que ce qu'il fallait faire et ne mériter, de ce fait, aucune reconnaissance de la nation. Nous sommes nombreux à être choqués par les coureurs de prébendes qui cherchent à tout prix un titre ridicule d'ancien combattant.

**M. J.-C. C...,**
**92350 Le Plessis-Robinson**

★

La lettre de votre lecteur M. S. T..., de La Rochelle, parue dans le n° 107/361 d'Historia Magazine *Guerre d'Algérie* appelle les précisions suivantes.

Sans vouloir aucunement émettre une opinion sur les faits dont M. S. T..., a été le témoin direct, je voudrais toutefois lui faire observer que dans l'aéronavale (autrement dit dans la marine) il n'y a pas de sergents, mais des seconds maîtres, cela à propos du « grand sergent rouquin de l'aéronavale ».

Pour ce qui est de la cérémonie des couleurs, les officiers de la marine qui ont salué en enlevant leur casquette n'ont pas du tout, comme le croit votre correspondant, « salué comme des civils », mais tout simplement comme des marins... En effet, le règlement de la marine prévoyait cette marque de respect qui, après tout, en vaut une autre. Depuis quelques années, en raison du développement des aspects interarmées et de l'unification des règles, les marins (de tout grade et pas seulement les officiers) saluent dans les cérémonies interarmées; en revanche, ils continuent à se découvrir pendant les couleurs dans les cérémonies « marine », par exemple à bord des bateaux ou dans des enceintes purement maritimes.

**M. L. C..., 44000 Nantes**
*(à suivre)*


Coll. Roger Clair

***Dans un douar kabyle, entre deux opérations, les petits travaux de couture...***



Le directeur de la publication : Maurice DUMONCEL — Imp. GEORGES LANG, 11, rue Curial, Paris-19e - D.L. C 351





**SIDI-FERRUCH**

14 juin 1830 : les troupes du général de Bourmont prennent pied en Algérie...
8 novembre 1942 : les commandos anglo-américains débarquent dans la nuit...
15 juin 1964 : les dernières unités françaises quittent la terre algérienne.

# surprises d'un aspirant-médecin en consultation dans le bled

(Suite de la page 13)

trois millions de musulmans en Algérie... La France seule est capable de développer l'Algérie. »

Le communiqué publié à Paris le lundi 7 mars au soir confirme ces déclarations.

Des contacts plus étroits s'établissent de jour en jour avec les populations. Dans le secteur de Khenchela, entre autres, le 18ᵉ régiment de chasseurs à cheval, qui manœuvre d'ailleurs à pied mais qui n'a pas perdu l'esprit cavalier — « toujours le cul sur la selle » —, mène de pair opérations militaires et pacification. En six mois, il a récupéré 63 armes, mis hors de combat 72 rebelles, dont le fameux Amar Rafale.

Des séances de cinéma hebdomadaires sont organisées et l'un ou l'autre, surpris par le cinéaste au dernier marché, a la joie de se reconnaître sur l'écran tandis qu'éclatent cris et exclamations amusées.

L'aspirant-médecin Raynaud a également un grand succès. Ses clients sont nombreux : c'est surtout un travail de dépistage, car néphrites et tuberculose sont courantes.

## Challe s'en va

Il raconte l'anecdote suivante :

« L'autre jour, entre un enfant. Sa mère m'explique qu'il a des plaies sur le corps. Je le fais déshabiller. Il était tout bleu. Croyant aux vertus thérapeutiques de Waterman, ses parents l'avaient simplement, à défaut de mercurochrome, badigeonné à l'encre bleue!... »

En avril, de mauvaises conditions atmosphériques, notamment dans la seconde partie du mois, gênent considérablement le développement des opérations. L'attention se porte sur la frontière tunisienne, particulièrement menacée, et la 10ᵉ division de parachutistes, contrairement aux prévisions, doit être engagée dans la région de Guelma.



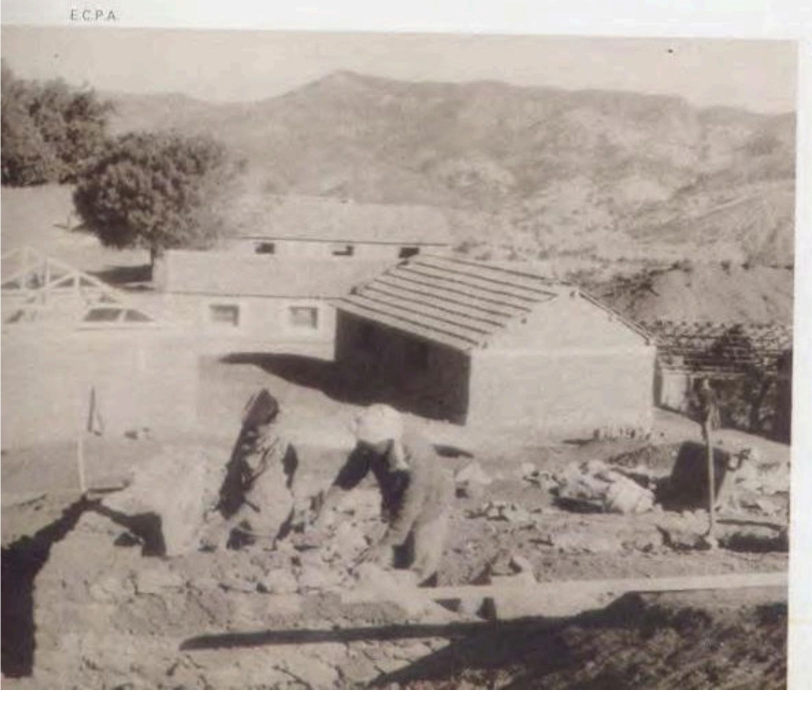
Coll. particulière

Une certaine lassitude se fait jour aussi bien chez les musulmans que chez les Européens, qui marquent peu d'intérêt pour la préparation des élections cantonales. Les musulmans restent passifs, les Européens inquiets et méfiants.

Vers la fin du mois, le général Challe quitte le commandement des troupes d'Algérie pour celui du Centre-Europe. Il est remplacé par le général Crépin.

Au cours du mois de mai, des opérations d'envergure portent une atteinte sérieuse à la rébellion. Dans la région

E.C.P.A.



◀ De nombreux centres de regroupement ont été édifiés dans toute l'Algérie pour soustraire la population tant à l'influence qu'aux méfaits du F.L.N.

Malgré les efforts ▶ et le dévouement de tous, les résultats obtenus ne furent pas toujours ce que souhaitaient les autorités civiles et militaires, et...

Marguerite Sy



*De g. à dr. et de haut en bas :* **1er R.C.C.; 4e R.C.C.; 8e R.C.C.; 18e R.C.C.; 19e R.C.C.; 1er R.C.A.; 2e R.C.A.; 3e R.C.A.; 4e R.C.A.; 5e R.C.A.; 6e R.C.A.; 9e R.C.A.; 12e R.C.A.; gendarmerie au Sahara; 3e B.I.L.A.; R.I.C.M.; R.C.C.C.; 53e bat. géographique autonome; 103e cie admin. régionale; 10e B.C.; 145e bat. des transm.; 154e bat. des transm.; 808e groupe régional exploit. et transm.; 814e groupe exploit. et transm.; 59e cie de réparation div.; 72e cie de réparation d'infanterie; 402e g. de réparation div.; 403e cie de réparation div.; 186e cie de réparation div.; 303e cie de réparation auto; 424e cie de réparation div.; 483e cie de réparation de matériel; 611e cie de magasin; 618e cie de magasin; 804e cie de spécialistes de matériel.** ▶


Coll. Simon/photo A. Bêtry

d'Aïn-Sefra, des unités du secteur, des commandos de Géryville, appuyés par l'aviation (T-6 et B-26 notamment) et travaillant en liaison grâce au *Piper*, mettent hors de combat 150 rebelles (108 tués, 42 prisonniers), récupèrent 1 mortier de 81, 4 mitrailleuses, 1 F.M. 120 armes individuelles.

De même, dans le Hodna, une opération engagée le 21 mai au lever du jour, à 18 km au sud-ouest de Pascal, obtient des résultats intéressants : 61 tués, 23 prisonniers et 50 armes individuelles récupérées.

Sur le barrage est, grâce aux reconnaissances aériennes, les forces de l'ordre décèlent à temps une tentative de franchissement : 300 rebelles sont refoulés, 46 morts sont abandonnés sur le terrain, 6 mitrailleuses et 30 fusils — matériel américain et allemand — sont récupérés. On évalue à 400 armes la diminution mensuelle du potentiel rebelle.

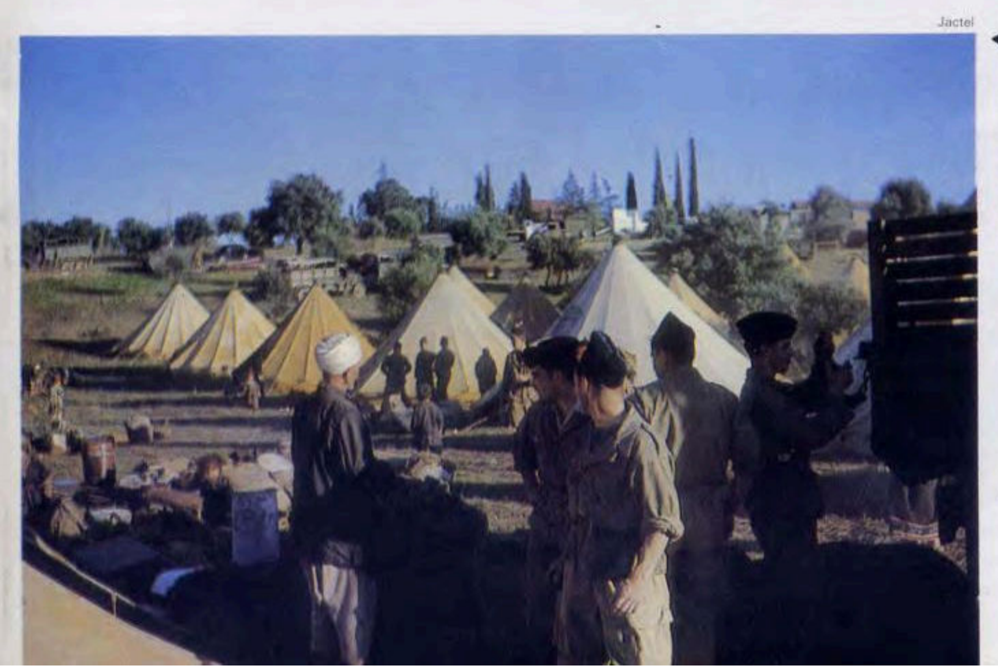
Elle sera en juin inférieure à la moyenne des mois précédents. Cette différence s'explique par l'hypothèque qu'a fait peser sur les unités la surveillance des bureaux de vote et des moissons.

Toutefois, sur les pentes du djebel Bou-Khaïl, des éléments de la légion ont accroché à deux reprises un groupe rebelle, qui a perdu 30 hommes (24 tués, 27 armes récupérées). Dans le secteur de Guillaumet, 6 rebelles ont été tués, dont Boucif, le responsable de la zone Est oranais, et son adjoint Ayachi, qui se rendaient en Ouarsenis pour une réunion de cadres.

Dans le Constantinois, deux bandes ont été dispersées : 48 tués, 9 prisonniers, 2 F.M., 15 fusils.

Dans le Hodna, la 10e division de parachutistes, avec l'appui d'un régiment de tirailleurs et des troupes de secteur, a mis hors de combat 225 rebelles, dont 102 prisonniers; 1 mitrailleuse, 2 F.M., 210 armes diverses ont été récupérés.

Le 27 juin, à El-Adjiba, des renseigne- ▶


Jactel

◀ **... les regroupements de populations feront couler beaucoup d'encre. En juillet 1959, il en existe des centaines qui abritent un peu plus d'un million de personnes...**


J.-C. Peret

**... 300 000 dans** ▶ **l'Algérois, 320 000 en Oranie, 405 000 dans le Constantinois. Certains centres apporteront aux fellahs les bienfaits de la « civilisation ».**

# la propagande a porté ses fruits : un climat de lassitude et (

ments permettent de découvrir une cache contenant 1 F.M., 1 mitrailleuse, des grenades, un stock important de munitions et des documents.

Les conversations officielles engagées à Melun sur le cessez-le-feu provoquent de nombreux remous. Une campagne d'information lancée par le ministre des Armées tend à calmer les inquiétudes. La propagande F.L.N. de son côté cherche à exploiter la situation, interprétant d'une façon erronée la position du gouvernement face au G.P.R.A.

Le commandement, cependant, conscient de la nécessité d'intensifier la lutte contre la rébellion intérieure, poursuit activement l'opération « Pierres-Précieuses » et déclenche dans l'Ouarsenis et l'Algérois l'opération « Cigale ». La 10ᵉ D.P. notamment met hors de combat 68 *djounoud,* dont 17 prisonniers. Mais la baisse de rendement est assez nette. La dispersion et la dilution des formations adverses imposent en effet la généralisation des actions de détail montées sur renseignement. Toutefois, des progrès sensibles se manifestent dans l'emploi tactique des commandos de chasse et des détachements héliportés.

## Opération "Cigale"

Du point de vue psychologique, le flottement constaté en juin s'atténue. Dans de nombreux regroupements, la population, lassée du terrorisme, se met de plus en plus spontanément à la disposition des forces de l'ordre et des autodéfenses.

Dans le secteur de Vialar, un groupe d'autodéfense a capturé un agent de renseignement F.L.N.; à Palikao, une bande à cheval a mis 4 rebelles hors de combat; à Ghassoul, dans la région de Géryville, la population indique le repaire d'une bande de 29 rebelles qui sont mis hors de combat grâce à l'action des forces du secteur et du commando marine « De-Penfentenyo », débarqué la veille de métropole.

Les températures très élevées du mois d'août ne ralentissent pas l'activité des forces opérationnelles. Le bilan des opérations « Pierres-Précieuses », « Cigale » et du Sud-Ouest constantinois est supérieur à celui des deux derniers mois : 370 armes de guerre en août, 298 en juillet, 322 en juin.

Dans l'Ouarsenis, la 10ᵉ D.P., le 17ᵉ bataillon de tirailleurs ainsi que les unités des secteurs d'Orléansville, Teniet-el-Haad, Vialar, Inkermann mettent 234 *djounoud* hors de combat (dont 65 prisonniers) et récupèrent 2 F.M. et 97 armes individuelles.

En Kabylie, dans le secteur de Dra-el-Mizan et Bouira, les résultats sont satisfaisants. Parmi les 5 hors-la-loi abattus figure l' « aspirant » Boubachla Saïd, chargé des renseignements-liaisons. A Bou-Saada, 38 armes ont été saisies. A Duveyrier, le commando marine « De-Montfort » découvre une cache contenant 12 armes, 48 bangalores, 20 kg d'explosifs.

Sur les barrages, les tentatives de franchissement se sont soldées par des échecs. L'effort vers les opérations de détail a été poussé, et les réserves générales peuvent dorénavant balancer d'une région à l'autre par surprise et sur un rythme accru.

Un acte d'héroïsme peut être signalé : Le 28 août, à Orléansville, une grenade est lancée dans un café; elle roule en direction du jeune fils du propriétaire. Le brigadier Raymond Rogno se précipite vers l'enfant, l'attrape et le lance à sa mère au moment où la grenade explose tuant le courageux brigadier qui, déjà plusieurs fois blessé, devait être libéré quelques jours plus tard.

E.C.P.A./Musée de la Marine



**Distribution du courrier. Dans les petits postes perdus dans le bled, un moment attendu par tous avec impatience.**

J.-Ph. Charbonnier/Réalités



**Les regroupés construisent souvent leurs propres logements, et l'armée leur donne volontiers un coup de main.**

Le rythme des opérations contre l'A.L.N. augmente encore en septembre. On note, d'autre part, une baisse sensible de l'activité terroriste. 25 hors-la-loi abattus à Corneille (dont 9 prisonniers), autant à Géryville, à Frenda, à Bossuet, à Djidjelli.

Dans l'Aurès, au massif Tamza, des unités du secteur de Khenchela en liaison avec des éléments parachutistes mettent 74 rebelles hors de combat, récupérant 2 F.M. et 40 armes individuelles.

Dans la région d'Oued-Fodda, une opération menée sur renseignement permet de supprimer quelques chefs rebelles importants, dont le lieutenant Belaïd, chef politique de la zone 3, et le « sous-lieutenant » Rachid, chef politico-militaire de l'Ouarsenis.

## Hors de combat

Mais si le potentiel militaire de l'A.L.N. diminue à l'intérieur d'une façon sensible, il croît en Tunisie et au Maroc. Bien que les succès militaires fassent espérer une victoire proche, une propagande orchestrée de Tunis ou de métropole crée chez les Européens et les musulmans un climat de lassitude et de crainte, fondé uniquement sur des considérations d'ordre politique. Une campagne d'information doit donc préciser les buts poursuivis par la France et les moyens mis en œuvre pour les atteindre, faute de quoi on risque de voir la rébellion, vaincue sur le plan militaire, reprendre vigueur par la voie politique. « Mais tant qu'on donne la parole au couteau », déclare le général de Gaulle dans sa conférence de presse du 5 septembre, on ne peut parler politique.

En octobre, l'effort des réserves générales est axé particulièrement sur l'Aurès, où le potentiel adverse est réduit de 18%. Les corps d'armée, en Kabylie et dans l'Atlas saharien, ont aussi obtenu d'excellents résultats : 755 armes de guerre et 833 armes de complément sont récupérées.

Le 14 octobre, dans le djebel Mahmel, à 30 km au sud-ouest d'Arris, après un accrochage de cinq heures, une bande de l'A.L.N. est mise hors de combat par le 3ᵉ R.E.I.

Les 23 et 24 octobre, des unités des secteurs d'Aumale, de Médéa, de Bir-Rabalou découvrent une cache abritant des chefs venus de Tunisie.

Mais ces succès n'améliorent pas comme on pouvait l'espérer le climat général. Si dans certaines régions les musulmans fournissent des renseignements et participent aux opérations, l'ensemble demeure de plus en plus sur la réserve. C'est le fruit de la propagande F.L.N. qui, active

# crainte se développe dans tous les milieux

dans les villes, gagne progressivement les campagnes et les zones prétendument pacifiées. La position prise par les communistes et certains milieux de métropole à l'égard du problème algérien n'est sans doute pas étrangère à cette situation.

En dépit des conditions atmosphériques défavorables, l'activité militaire est toujours aussi soutenue. 674 armes de guerre ont été saisies et toutes les tentatives de franchissement des barrages se sont soldées par des échecs.

## Un silence accru

Pourtant, l'attitude des musulmans continue d'être déroutante : tantôt ils collaborent activement, tantôt ils restent passifs et même fournissent aux rebelles des renseignements précieux. La crainte et l'incertitude restent les sentiments dominants des deux communautés que le discours du chef de l'État, le 4 novembre, n'a fait qu'exacerber : « ... Ce chemin conduit, non plus à l'Algérie gouvernée par la métropole française, mais à l'Algérie algérienne. Cela veut dire une Algérie émancipée, une Algérie dans laquelle les Algériens eux-mêmes décideront de leur destin, une Algérie où les responsabilités seront aux mains des Algériens, une Algérie qui, si les Algériens le veulent — et j'estime que c'est le cas —, aura son gouvernement, ses institutions et ses lois... »

S'il se déclare prêt à aider une Algérie qui souhaiterait d'être unie à la France, il affirme qu'en cas de sécession « nous laisserions l'Algérie à elle-même, tout en prenant, bien entendu, les mesures nécessaires pour sauvegarder, d'une part, ceux des Algériens qui voudraient rester français, d'autre part, nos intérêts »...

**L'armée est responsable de la défense des centres de ▶ regroupement, de l'organisation et de la construction... comme elle l'est de l'instruction des enfants. Il n'est pas un poste près d'un village qui n'ait son école. Beaucoup d'appelés du contingent seront instituteurs.**

Y.-G. Bergès

Et c'est ainsi que les musulmans, interprétant la politique gouvernementale comme devant conduire à la victoire du G.P.R.A., glissent insensiblement vers le F.L.N. Cette évolution se manifeste par un silence accru, une certaine nervosité à l'égard des Européens. En revanche, les « francophiles » sont désorientés et se considèrent comme sacrifiés. Selon le cas, ils se rapprochent des Européens et de l'armée ou, au contraire, se tournent vers le F.L.N. auquel ils donnent des gages de leur volte-face. Le fléchissement est surtout sensible chez les supplétifs et chez les jeunes auprès desquels est menée une propagande intense et dont l'attitude devient de plus en plus hostile...

L'armée, pendant ce temps, tente d'achever la pacification. Le 12 novembre, le colonel Bertin, commandant le secteur de Palestro, déclarait que tous les regroupements avaient désormais leur groupe d'autodéfense et louait l'action du 1<sup>er</sup> R.I.Ma. et du 137<sup>e</sup> R.I. De même, au cours d'une cérémonie à El-Hammam, le général de Camay renouvelait le geste de remise d'un fusil pour l'autodéfense, visitait les écoles, l'infirmerie et des mechtas soigneusement agencées.

## Vouées à l'échec

Conséquence de la dégradation du climat psychologique constatée depuis plusieurs mois, des incidents violents se déroulent dans les grandes villes à l'occasion du voyage du chef de l'État en Algérie. A Alger, notamment, on compte 61 morts (55 musulmans, 5 Européens et 1 officier de police); à Oran, 4 morts, tous musulmans.

Le déplacement de l'activité F.L.N. du plan militaire au plan politique contraint l'armée française à réorganiser son ▶

E.C.P.A.



**◀ Dans le cadre de l'action « psy », séance de cinéma en plein air. L'armée, forte de son expérience indochinoise, n'ignore pas l'importance que peut avoir la population dans une guerre révolutionnaire et, pour contrebalancer l'influence du F.L.N., les officiers S.A.S. partiront à la conquête des cœurs. Certains s'efforceront de faire participer les musulmans à l'ordre nouveau et de leur montrer qu'ils sont des « Français à part entière ».**



Coll. Simon/Photo A. Bétry

◀ ***De haut en bas et de gauche à droite :*** **2e R.I.C. ou R.I.Ma. ; 4e R.I.Ma. ; 8e R.I.C. ou R.I.Ma. ; 9e R.I.Ma. ; 11e R.I.C. ; 21e R.I.C. ; 22e R.I.C. ; 23e R.I.C. ou R.I.Ma. ; 24e R.I.C. ; 43e B.J.C. ; 12e R.A.A.C. ; 401e R.A.A. ; 402e R.A.A. ; 403e R.A.A. ; 404e R.A.A. ; 405e R.A.A. ; 406e R.A.A. ; 408e R.A.A. ; 410e R.A.A. ; 411e R.A.A. ; 421e R.A.A. ; 435e R.A.A. ; 452e G.A.A. ; 454e G.A.A. ; 457e G.A.A. ; 710e G.A.A.**

## l'agitation urbaine gagne les campagnes

dispositif et à porter son effort dans les villes où les mouvements de foule ne sont pas sans danger et où l'apparition des emblèmes rebelles place les forces de l'ordre dans une position délicate.

Le renforcement du potentiel F.L.N. au Maroc et en Tunisie fait peser sur les barrages une menace sérieuse, bien que sporadique. Au cours de la première semaine de décembre, à la frontière ouest, 80 rebelles sont anéantis dans le djebel Beni-Smine avant même d'avoir atteint la ligne électrifiée. A l'est, deux tentatives de franchissement ont été vouées à l'échec.

Pendant la deuxième semaine, des accrochages ont lieu en Grande Kabylie, dans le Nord constantinois et l'Ouarsenis : 280 rebelles sont mis hors de combat et 206 armes, dont 5 collectives, sont récupérées. Cependant, les opérations d'envergure des forces françaises ont été suspendues et les bilans sont en régression : 442 armes saisies contre 674 en novembre.

La vague de violence, surtout sensible dans les villes, accentue dans le bled le doute et la crainte, et les musulmans prêtent une oreille de plus en plus complaisante à la propagande F.L.N. La masse prend conscience du rôle important qu'elle peut être amenée à jouer. Des organisations F.L.N. clandestines se révèlent au grand jour et donnent aux événements un caractère racial et xénophobe. De leur côté, les Européens, amers et angoissés, se divisent. Une minorité résignée se prépare à quitter l'Algérie, pendant que la majorité refuse âprement l'abandon. Certains aussi cherchent des assurances du côté du F.L.N.

Le 20 décembre, le général de Gaulle prononce une allocution et appelle le peuple français à voter par référendum le 8 janvier : « Si le peuple approuve, comme je le lui demande, que les populations algériennes, lorsque la paix régnera, choisissent elles-mêmes leur destin, cela signifie : ou bien rompre avec la République française, ou bien en faire partie, ou bien s'y associer. Il est d'avance entendu que, pour ce qui la concerne, la France entérinera le choix. »

Le choix compte bien trois options, mais n'est-il pas prévisible que la solution extrême : l'Algérie algérienne, remporte les suffrages de la majorité? **H**

Médard



Au mois de janvier 1961, l'armée française, délaissant les opérations de grande envergure, oriente son action vers la protection du référendum et le maintien de l'ordre dans les villes. Malgré les consignes, menaces et mots d'ordre, le F.L.N. ne parviendra pas à perturber gravement le déroulement du vote. Sur l'initiative de quelques meneurs terroristes, des incidents ont lieu cependant, mais ils demeurent localisés.

Le général de Gaulle, dans une lettre du 12 janvier au général Crépin, exprime sa satisfaction de l'attitude de l'armée.

Les résultats du référendum connus, des mesures sont prises tendant à faire participer les représentants élus de l'Algérie aux responsabilités locales et régionales : déconcentration administrative, institution d'assemblées d'arrondissement et de conseils régionaux, augmentation des attributions des conseils généraux et des préfets inspecteurs généraux régionaux.

L'activité militaire au cours du mois se réduit à quelques accrochages en Grande Kabylie et en Oranie et à des opérations sur renseignement aux alentours de Perrégaux, Orléansville et Bône. 322 rebelles sont mis hors de combat, 230 armes, dont 2 collectives, sur un total mensuel de 488, sont saisies. On note toutefois à l'actif de l'adversaire de nombreuses embuscades meurtrières, l'enlèvement de plusieurs postes et groupes d'autodéfense.

L'agitation urbaine gagne maintenant


Dalmas

# LE GRAND DÉSARROI

les campagnes et la tension des esprits est extrême. Les Européens sont inquiets pour leur avenir, les musulmans subissent la pression du F.L.N. mais craignent aussi une récession économique et le chômage.

Le 14 février, le général Crépin quitte l'Algérie. Il est remplacé par le général Gambiez. Dès le début du mois, la reprise de l'activité opérationnelle a été spectaculaire, l'agitation urbaine s'est atténuée; le malaise toutefois persiste. En février, les forces de l'ordre s'emparent de 1 500 armes, dont 641 de guerre parmi lesquelles 38 collectives.

Dans la seule première semaine, 440 rebelles sont mis hors de combat, 300 armes saisies, dont 133 de guerre, grâce aux renseignements fournis par la population et à l'action efficace des autodéfenses, en particulier à Imandène, Bou-Saada, Ténès.

◄ **Dans les zones pacifiées, la population manifeste ouvertement sa confiance et son amitié et un peu partout crie « Vive la France ! » et « Vive le général de Gaulle ! ».**

E.C.P.A.



**Le colonel Lecointe ► félicite un groupe d'anciens combattants musulmans du douar des Beni-Hatteta. Il sera le dernier officier français à évacuer Oran après l'indépendance.**

## Près de Tiskert

Pendant la deuxième semaine, 506 rebelles sont mis hors de combat, 330 armes saisies (dont 1 mitrailleuse et 1 F.M.) au cours d'opérations dans le Constantinois, l'Aurès, le Hodna, l'Edough et la Grande Kabylie.

Le bilan de la troisième semaine est encore plus éloquent : 730 rebelles hors de combat, 400 armes (dont 4 collectives) récupérées dans le Sud constantinois, le Hodna, l'Aurès et le djebel Amour. Parmi les hors-la-loi tués, le meurtrier du R.P. Seite et des assistantes sociales du Ghribj assassinés le 19 janvier précédent. Sur le ►



Melet/Paris-Match

## 22 avril 1961 : quatre

**L'armée française, bien qu'invaincue, est contrainte de quitter l'Algérie. Casernes et terrains sont transférés à l'armée algérienne. Hommes et matériel rembarquent. Seules demeureront les troupes françaises stationnées dans les bases de Mers el-Kébir et du Sahara, quelque dix mille hommes. Dans l'émotion et la dignité, d'ultimes cérémonies ont lieu avant le *départ***




Melet/Paris-Match

cadavre de l'un d'eux, on trouva, en effet, un étui à cigarettes portant gravé à l'intérieur : P. Seite. Aumônier militaire. Miliana.

Dans la région des Beni-Smir, des unités d'Aïn-Sefra (2e R.E.I. et 5e R.I.) surprennent dans leur retraite vers le Maroc des éléments rebelles alors que ceux-ci s'apprêtent à déjeuner. Ils prennent d'ailleurs les premiers coups de feu pour une partie de chasse... Le chef Zoubir est introuvable et l' « aspirant » Chenni Ahmoud, dépassé par les événements, laisse 96 de ses hommes se jeter sur le barrage, où ils seront tués; les 49 autres se rendent avec lui aux forces de l'ordre.

Apparemment, le calme semble succéder à l'agitation des mois précédents mais la tension des esprits n'a pas diminué. La méfiance entre les deux communautés s'installe, exacerbée par un regain du terrorisme et par les effets de la récession économique. Désormais, les populations sont sous l'emprise de meneurs et perméables aux rumeurs le plus incontrôlées.

En mars, la menace s'accentue à la frontière marocaine; les mesures prises pour parer à une recrudescence de l'agitation urbaine, notamment à l'occasion de la fin du ramadan, freinent le rythme des opérations. Il en résulte un bilan nettement inférieur à celui du mois précédent : 1 313 armes, parmi lesquelles 669 armes de guerre, dont 12 collectives.

Les principales opérations se déroulent dans la forêt de Guerrouch, au sud de Djidjelli, à l'ouest d'El-Milia, sur une des bretelles avancées du barrage est, dans la région de Soukiès.

A l'ouest, dans la nuit du 3 au 4 mars, un commando de 150 rebelles réussit à franchir la ligne électrifiée près de Tiskert, mais il tombe aussitôt dans un véritable filet (37 H.L.L. hors de combat, 28 armes saisies). La nuit suivante, dans les monts de Tlemcen, 40 fellaghas sont arrêtés au barrage.

Dans la région de Frenda, la capture du chef rebelle Khamis, sinistre égorgeur, permet la découverte de nombreuses caches et l'arrestation de ses complices.

L'annonce de prochaines négociations alourdit le climat et accentue la tension entre Européens et musulmans. Le commandement, en liaison avec les autorités civiles, s'efforce de gagner la confiance des populations, de rapprocher les communautés et cherche à développer son action dans les domaines social, intellectuel, économique et moral.

### Désapprobation

Malgré la pression aux barrages et, en fin de mois, la tentative d'insurrection à Alger, l'activité opérationnelle en avril reste intense sur tout le territoire. 1 518 armes sont récupérées dont 33 collectives. Les pertes en armement par suite de désertions sont nettement inférieures à celles du mois précédent.

A trois reprises, l'adversaire tente de franchir le barrage ouest. Repoussé une première fois, il réussit ses deux autres tentatives, mais les bandes sont bientôt dispersées et détruites.

Le 11 avril, à 15 heures, dans un salon de l'Élysée, le général de Gaulle s'adresse à 800 journalistes et diplomates. L'Algérie sera « ce que les Algériens voudront ». S'ils se prononcent pour la sécession, la France ne s'y opposera pas, mais « nous inviterons à quitter les territoires intéressés ceux de nos nationaux qui courraient vraiment trop de risques. Nous renverrons inversement en Algérie ceux des Algériens vivant en France et qui cesseraient d'être français »... Il ajoute cependant : « Si j'ai mis en route le plan de Constantine, qui est pour nous une lourde charge, *c'est pour préparer cette association de*

**Ces neuf hommes ont ▶ été commandants en chef des forces françaises en Algérie pendant un temps plus ou moins long. Le général Catroux n'y fera qu'un passage éphémère, étant nommé mais n'ayant pu prendre son poste.**

A.F.P.



**Le général Cherrière.**

E.C.P.A.



**Le général Lorillot.**

A.F.P.



**Le général Catroux.**

A.F.P.



**Le général Salan.**

Coll. particulière



**Le général Challe.**

Keystone



**Le général Gambiez.**


Melet/Paris-Match

en métropole. La plupart des juifs observent une attitude de prudente expectative, mais déjà certains émigrent en Israël.

Dans la masse musulmane attentiste, le désir profond de paix, autant que l'on puisse en juger, paraît être primordial. Elle désavoue le putsch et semble impressionnée par le cessez-le-feu unilatéral décidé par la France. La sécheresse, les perspectives de famine font en outre redouter de sérieuses difficultés économiques que seule la puissance protectrice pourrait résoudre.

Au moment où s'ouvrent les négociations d'Évian, l'armée lance en Algérie une campagne d'information mais chacun hésite encore à exprimer ses véritables sentiments. Seuls les supplétifs (harkis, mokhazni, G.A.D.) manifestent leur inquiétude d'un départ éventuel des Français.

Dans certaines villes, notamment à Oran et à Bône, la volonté des extrémistes de provoquer des heurts déchaîne les passions et la jeunesse se laisse parfois entraîner à des excès.

Sur le plan opérationnel, les actions de détail se sont tout d'abord multipliées, mais elles ont été limitées par la nécessité de renforcer les dispositifs de sécurité urbains par prélèvements sur les troupes de secteur.

l'Algérie et de la France parce que je la crois conforme au bon sens. »

Mais, le 22 avril, un coup de force fomenté par quelques généraux plonge l'armée française dans le plus grand désarroi.

Dans l'ensemble, les officiers d'active font preuve de discipline, mais non sans crise de conscience et même déchirement. Certains, d'ailleurs, sont convaincus que l'évolution de la question algérienne est irréversible. D'autres, soucieux de ne pas couper l'armée de la nation, ne restent fidèles que par devoir.

Parmi les sous-officiers d'active, il faut noter plus de circonspection, un sens hiérarchique plus développé. Certains sous-officiers de la légion font cependant sentir leur désapprobation d'être employés à des tâches qui n'entrent pas dans le cadre de leur mission traditionnelle.

Mais tous les cadres sont sensibilisés par les suspicions et les attaques dont ils sont l'objet. Peu habitués à la politique, ils redoutent les conséquences de certaines attitudes et vont se cantonner désormais dans le domaine administratif.

Les soldats du contingent ont rejeté le coup de force, sauf dans les unités où ils ont été mis en face du fait accompli. L'appel du général de Gaulle a été déterminant : il a levé les hésitations quand elles existaient, en assimilant les auteurs d'insubordination à des éléments rebelles. En même temps que sa fidélité au chef de l'État, le contingent, dans sa majorité, a manifesté sa volonté de ne pas être coupé de la métropole et l'espoir d'une paix rapide. Il a acquis un prestige flatteur qu'il peut être tenté d'exploiter ou de laisser exploiter par des extrémistes. Y a-t-il divorce entre le contingent et les cadres d'active? Il semble que, fin avril, il soit encore trop tôt pour se prononcer.

Chez les musulmans, les réactions sont moins apparentes. D'une façon générale, ils ne cachent pas leur satisfaction devant l'échec du putsch; certes, ils continuent leurs tâches opérationnelles, mais sans enthousiasme. Les harkis, notamment, restent très inquiets; ils redoutent de voir l'armée quitter l'Algérie, les laissant seuls face au F.L.N.

A la suite du putsch d'Alger, les forces de l'ordre procèdent à des contrôles, des perquisitions, des arrestations parmi les Européens. Le discours de De Gaulle, le 8 mai, s'il apporte quelques apaisements aux Français d'Algérie, ne laisse pas de doute sur l'ouverture de négociations. Pour eux, c'est la fin de la solution « Algérie française ». Il s'ensuit des manifestations de colère, des explosions au plastic (60 en mai contre 30 en avril).

Dans le bled, l'évolution est plus nuancée, beaucoup voudraient encore croire à l' « association », bien qu'elle soit acceptée plus par lassitude que par conviction. La victime est le « petit Blanc », celui qui n'a aucune possibilité de reconversion

## Un signe tangible

L'arrêt des opérations offensives à compter du 21 provoque chez les rebelles un regain d'activité dans les secteurs frontaliers et les pertes françaises marquent une hausse caractéristique. 110 désertions — représentant 195 armes dont 2 collectives — sont signalées.

A la frontière ouest, notamment dans la partie nord, deux sections franchissent le barrage dans la nuit du 29 au 30 mai à la hauteur des monts de Tlemcen. Elles sont interceptées le jour suivant et détruites. Pour l'ensemble du mois, les pertes rebelles se chiffrent à 1 200 hommes et 928 armes ont été saisies, dont 440 de guerre.

L'attitude conciliante de la France n'incite pas le F.L.N. à déposer les armes. Au cours des semaines suivantes, il se montre plus agressif et les pertes françaises ▶

Keystone

Le général Crépin.

Keystone

Le général Ailleret.

Keystone

Le général Fourquet.

Le drapeau est amené. ▶ Les dernières grandes unités s'en vont. Officiers, sous-officiers et soldats, le cœur étreint par l'émotion, chantent une dernière *Marseillaise*. Et l'histoire de l'armée française en Algérie prendra fin.

Melet/Paris-Match


# le F.L.N. renforce son emprise politique sur les musulmans et appell



***Ci-dessus :* héllcoptère de liaison près de la base de Bou-Sfer. *Ci-contre :* déminage de la base de Mers el-Kébir avant l'évacuation, en septembre-octobre 1967. Le déminage sera effectué par la 73e compagnie du génie, dissoute en janvier 1968.**

par terrorisme et subversion deviennent sensibles. Pour la première fois, le bilan des deux adversaires est en faveur de la rébellion : 231 armes ont été perdues (198 à la suite de désertions) et seulement 212 récupérées. Les stocks de vivres du F.L.N. se reconstituent et les désertions fournissent personnel et armement.

La frontière est, à part deux actions violentes mais limitées, reste calme. A l'ouest, aucun franchissement n'a été réussi, mais les actes de sabotage du barrage les harcèlements de postes demeurent nombreux.

Dans les grandes villes, le F.L.N. s'infiltre, met en place de nouvelles structures politico-administratives destinées à l'encadrement d'une population flottante dont la jeunesse est de plus en plus fanatisée.

Par suite de la reconduction de la trêve unilatérale et du redoublement de l'activité des extrémistes (F.L.N. et O.A.S.), la situation psychologique se dégrade lentement et les centres urbains, notamment Bône, Oran et Djidjelli, sont le théâtre d'une agitation sanglante.

Les Français voient dans les pourparlers d'Évian le prélude à l'abandon. La trêve unilatérale leur apparaît comme un non-sens, ils ne retiennent des avantages procurés au F.L.N. que la preuve de la faiblesse française. Ils interprètent également la directive du ministre des Armées sur la réorganisation du dispositif comme le signe tangible du repli vers la métropole. Les manifestations musulmanes de Taher et de Djidjelli, qui avaient comme objectif l'enlèvement de postes militaires, n'ont fait que renforcer ce pessimisme. Toutefois, à la fin du mois de juin, la suspension des négociations leur apporte un nouvel espoir, soit qu'ils comptent sur un échec des pourparlers, soit que finalement ils acceptent la solution d'association.

Oran fait exception : une tension très vive ne cesse d'y régner; le terrorisme F.L.N. fait en moyenne deux victimes par jour; manifestations et contre-manifestations s'y succèdent. Environ 1 250 départs pour la France ont déjà été enregistrés.

L'état d'esprit des musulmans évolue dans le sens opposé à celui des Européens. Ils fondent sur les négociations d'Évian l'espoir d'une paix prochaine et rapide.

Le nombre des musulmans jouant le F.L.N. gagnant augmente notablement, mais la grande majorité de la population paraît encore souhaiter la conservation de liens privilégiés avec la France.

En résumé, la situation reste équivoque, et ne pourra se prolonger sans danger, la confusion étant le plus sûr facteur de désagrégation.

En juillet, la reprise de l'activité militaire, freinée par le renforcement du maintien de l'ordre dans les villes, ne dépasse pas le niveau du secteur, tandis que, sur les barrages, les tentatives de harcèlement sont vouées à l'échec.

L'annonce du prochain départ de la 11e D.L.I. pour la métropole, d'un certain nombre d'unités pour Bizerte, bloquée par l'armée tunisienne (2e et 3e R.P.I.Ma., 3e R.E.I., 8e hussards) et le renvoi de 12 500 hommes à réaliser pour le 1er septembre produisent un effet des plus fâcheux au moment où l'emprise du F.L.N. se fait plus étroite. Elle gagne de plus en plus les campagnes et provoque chez les militaires musulmans un courant de désertion d'une ampleur inconnue jusque-là (202 armes de guerre, dont 7 collectives et 21 de complément).

Les 1er et 5 juillet, des manifestations organisées par le F.L.N. à Alger, puis dans plusieurs villes du littoral algérois et à Constantine donnent lieu à des heurts sanglants. Une recrudescence en nombre et en violence des attentats terroristes et contre-terroristes est constatée, les incidents se multiplient.

La tension s'aggrave encore au mois d'août. De véritables scènes d'émeute se déroulent à Bône et à Oran dans les derniers jours du mois.



**Ce magnifique champignon : c'est l'explosion d'un stock de 50 mines détruites au moyen de pains de T.N.T.**

Les Européens affirment de plus en plus leur hostilité à la politique du général de Gaulle.

Le retour en métropole de certaines unités, la mise en place d'un exécutif algérien, la création du « secrétariat aux Rapatriés », signe évident de l'abandon, ne laissent pas de les inquiéter.

Chez les musulmans, la propagande F.L.N. obtient un succès certain près de la jeunesse, chez qui elle cherche à susciter haine et vengeance. Dans les campagnes, l'attitude est contradictoire : certains se

## à l'insurrection générale

*De haut en bas et de g. à dr.* : **9e R.T.S. ; 5e R.T.S. ; 6e R.T.S. ; 13e R.T.S. ; 15e R.T.S. ; 2e régiment de zouaves ; 3e régiment de zouaves ; 4e régiment de zouaves ; 9e régiment de zouaves ; 11e régiment du génie saharien ; 19e régiment du génie ; 31e bat. du génie.**




Coll. Simon/photo A. Bétry

regroupent près des centres militaires restants, d'autres s'éloignent, convaincus du succès F.L.N.

On peut dire que, dans l'ensemble, la population est désorientée par une situation qu'elle ne comprend pas. Victime des crimes rebelles, des attentats O.A.S., de la crise économique et de la sécheresse, elle aspire surtout à la paix.

En septembre, après la relève de la 7e division et le remaniement du dispositif, l'activité opérationnelle reprend sur tout le territoire. La recrudescence des attentats terroristes, l'entrée en lice de l'O.A.S. exigent un accroissement des forces de l'ordre dans les villes au détriment du bled, où le F.L.N. accentue sa pression.

Dans l'Aurès, l'Ouarsenis, le Dahra, les Ksour et Boukahil, des opérations sont montées sur renseignement.

Des harcèlements de postes sont signalés à M'Raou et à Sakiet. Les actions de nettoyage entreprises permettent de récupérer de l'armement : 1 canon de 57 S.R., 1 L.R.A.C., 1 F.M. et des fusils.

La conférence de presse du général de Gaulle le 5, l'attentat contre le chef de l'État le 9, la déclaration de Ben Khedda le 15 et la concentration du dispositif militaire cristallisent l'opposition des communautés, dressées à jamais l'une contre l'autre dans les villes.

### Recrudescence du terrorisme

Depuis l'annonce de la politique de « dégagement », la reconnaissance de la souveraineté algérienne sur le Sahara, la concentration du dispositif militaire, les Français d'Algérie n'ont plus le choix qu'entre une entente avec le F.L.N. ou un départ pour la métropole. Ils sont persuadés désormais que l'armée, fidèle au chef de l'État, ne peut plus rien pour eux, mais ils craignent également le caractère aventureux de l'O.A.S. et doutent de son succès. Dans un geste de désespoir, ils lui apportent pourtant soutien et sympathie. C'est ce qui explique les sentiments contradictoires qui se font jour au cours des manifestations O.A.S.

Chez les musulmans, les déclarations du général de Gaulle et de Ben Khedda ont confirmé les espoirs de paix; si une détente n'est pas encore enregistrée, cela tient à la pression violente de l'O.A.S., au caractère sélectif de ses attentats, qui entretiennent l'inquiétude. Leur fatalisme permet de surmonter leur déception mais le plus grand désarroi habite ceux qui sont restés fidèles à la France et qui, en outre, craignent les représailles.

Des conditions météorologiques exceptionnelles, le dégagement d'unités de quadrillage favorisent en octobre le développement des opérations sur un rythme inconnu depuis avril.

Aux frontières, la pression rebelle reste très faible : deux tentatives de franchissement de barrage à l'est ont été repoussées, à l'ouest 4 hommes ont réussi à passer du Maroc en Algérie. Les harcèlements, nombreux, se sont révélés inefficaces. Cependant, dans les villes, le F.L.N. intensifie son action par des manifestations de masse qui obligent les Français à dégarnir le bled. Aussi l'équilibre militaire est-il très fragile et dépend essentiellement de l'évolution de la situation politique.

Le 2 octobre, de Gaulle fait une nouvelle offre de paix aux dirigeants F.L.N. qui posent comme préalable la libération de Ben Bella et de ses compagnons. Pendant ce temps, l'agitation se déchaîne et s'étend à la métropole. Des manifestations musulmanes se déroulent à Paris et dans nombre de grandes villes.

A Oran, des incidents raciaux mettent aux prises musulmans et éléments de l'O.A.S.

Afin d'éviter toute nouvelle flambée de violence, le G.P.R.A., à l'approche du 1er novembre, place cette journée sous le signe de la « cohabitation pacifique des deux communautés, musulmane et française, d'Algérie ». Pourtant, le septième anniversaire de la rébellion donne lieu à de nombreux incidents et manifestations sur tout le territoire algérien.

Deux discours prononcés par le général de Gaulle en Corse et dans le Midi renforcent l'hostilité des Européens à l'égard du chef de l'État. Les musulmans, au contraire, mesurant le rapprochement sensible qui s'est opéré entre les deux thèses en présence, gardent l'espoir d'une prochaine reprise des négociations.

Au regard de la tension qui règne dans les villes, l'activité militaire paraît secondaire. Le rythme opérationnel demeure soutenu malgré la détérioration des conditions atmosphériques. De plus en plus, les actions prennent l'aspect d'opérations-commandos.

En décembre, on assiste à une recrudescence du terrorisme O.A.S. (émissions pirates, attentats spectaculaires). Les Européens, refusant la solution d'indépendance, paraissent déterminés à aller jusqu'au bouleversement politique en métropole.

Un accord entre la France et le G.P.R.A. semblant inéluctable et le discours du général de Gaulle — qui ne fait aucune allusion aux minorités et annonce le retrait des unités françaises — confirmant la position d'abandon, les Européens s'affranchissent de la voie légale et soutiennent l'O.A.S.

De leur côté, les musulmans marquent leur déception : ils s'attendaient à l'annonce de mesures concrètes en vue d'un rapide règlement du conflit.

Quant aux cadres, qui ont douloureusement ressenti l'attentat contre le lieutenant-colonel Ranson, s'ils restent disciplinés et accomplissent leur mission avec conscience et loyauté, ils ont de plus en plus l'impression de mener un combat devenu sans objet. Les nouveaux contrats proposés aux harkis sont souscrits avec soulagement, mais beaucoup pensent que les mesures prises en leur faveur ne règlent pas leur situation dans l'Algérie de demain.

### Le plan "Cigogne"

En janvier 1962, dans un climat de tension qui s'alourdit de plus en plus, les forces de l'ordre, face à l'O.A.S. et au F.L.N., tentent d'empêcher les heurts sanglants. L'antagonisme est passé du plan politique au plan racial. Les musulmans attendent maintenant la paix dans l'indépendance, assortie éventuellement de liens ▶

# les attaques de "ceux de l'extérieur" contre le barrage



E.C.P.A.

◀ Tout le matériel est embarqué au fur et à mesure des départs pour la métropole. Certaines unités sont dissoutes sur place, d'autres le seront à...

... leur arrivée, d'autres, ▶ encore maintenues en France sous leur forme actuelle ou sous une forme nouvelle. Autour du port militaire d'Alger, une...

... véritable « tête de pont » a été créée. Sur les quais s'entasse un matériel considérable : chars et canons sont hissés à bord tels des fétus de paille.
▼

E.C.P.A.

plus ou moins étroits avec la France. Toujours aussi opposés à une telle solution, les Européens fondent leurs derniers espoirs sur l'O.A.S., qui multiplie les « coups » spectaculaires, et suivent aveuglément les consignes données.

Malgré le retrait de deux divisions et l'incertitude de l'avenir, la continuation des opérations, bien que limitées à des réductions de grottes, à des poursuites après embuscade, permet de maintenir une certaine cohésion dans les unités, dont la plupart sont d'ailleurs employées dans les centres urbains.

Les cadres, toutefois, persuadés que la politique menée par le chef de l'État est irréversible, voient venir avec appréhension le « cessez-le-feu » qui risque de dégénérer en guerre civile.

En février, cependant, la troupe, sensibilisée par les multiples humiliations dont elle a été l'objet ces derniers mois, sous l'œil indifférent des Européens et des musulmans, commence à manifester une certaine nervosité. Son activité, de plus en plus réduite, est consacrée à la seule protection des installations et cantonnements et à la recherche des déserteurs et auteurs d'embuscades.

Conformément au plan « Cigogne », un grand nombre d'unités ont déjà été repliées et le dispositif militaire a dû être réorganisé.

Le discours du général de Gaulle, le 5, précisant les garanties à donner aux Européens, la réunion du C.N.R.A. à Tripoli, la fin des conversations secrètes, l'intensification du terrorisme urbain de l'O.A.S., sont les principaux faits marquants du mois de février.

Mais alors que les attentats se multiplient — ils ont triplé à Alger —, la population dans son ensemble, considère le cessez-le-feu comme acquis. Beaucoup d'Européens, inquiets de la forme imprimée à la lutte par l'O.A.S., craignent en outre un envahissement de leurs quartiers par une jeunesse musulmane fanatisée, prête à tous les excès.

Afin de peser sur les dernières négociations d'Évian, violences et attentats se déchaînent jusqu'au cessez-le-feu, qui entre en vigueur en Algérie le 19 mars à midi.

L'A.L.N., de son côté, déclenche une puissante attaque sur le barrage est. La vigoureuse riposte de l'artillerie française et de l'aviation réduit au silence les canons de 85 mm et les mortiers de 122 mm adverses.

Après le « cessez-le-feu », les responsables F.L.N. réussissent à calmer les masses musulmanes avides de vengeance. Quelques incidents sont cependant à signaler, notamment à Saint-Denis-du-Sig.

La détermination de l'armée brisera de même l'offensive O.A.S. à Alger et à Oran et la tentative de soulèvement des populations de l'Ouarsenis se soldera par un échec.

Pour regrouper les unités, de nombreux postes sont abandonnés dans le bled mais le nombre des désertions atteint un record sans précédent : 1 666 déserteurs emportant 2 027 armes, dont 29 collectives.

Le cessez-le-feu consacre pour les Européens l'effondrement de tous les espoirs. C'est la fin du grand rêve de conserver l'Algérie française. Dans leur colère et leur révolte, ils s'en prennent à l'armée, qui n'hésite pas à lutter contre l'O.A.S. rebelle le 23 mars, à Bab-el-Oued, le 26, rue d'Isly.

Pourtant, les cadres français ont accueilli la signature des accords d'Évian avec une grande amertume, et s'ils sont, par discipline, décidés à les respecter, ils ne croient pas à la bonne foi du F.L.N. Bien qu'ils condamnent les attentats criminels de l'O.A.S. contre des innocents, ils redoutent d'avoir à utiliser leurs forces contre les Européens. Ce sont des drames de conscience qui échappent cependant à beaucoup de jeunes du contingent



E.C.P.A.

pressés de bénéficier d'une libération anticipée.

Au mois d'avril, un nombre massif de désertions (3 221 dont 2 665 avec armes) entraîne un accroissement très sensible du potentiel F.L.N.

## Représailles massives

Dans le bled, les bandes, échappant à tout contrôle, se rassemblent et sont une tentation pour les musulmans servant encore dans les rangs français. Si les crimes « frontistes » sont peu nombreux, la recherche des auteurs d'enlèvements d'Européens ou de harkis donne lieu toutefois à quelques accrochages.

Les forces françaises continuent à « rétracter » leur dispositif suivant les engagements pris par le gouvernement. Leur effort porte surtout sur le maintien de l'ordre en milieu urbain, où l'O.A.S. tente de provoquer des affrontements sanglants.

La constitution et l'installation des commissions mixtes du « cessez-le-feu » se poursuivent; la commission centrale se réunit à Rocher-Noir le 6 avril en vue de prendre contact avec les responsables des wilayas et de désigner les différents représentants. Le principe de la direction collégiale est adopté. Les problèmes les plus difficiles à résoudre restent la définition des zones de stationnement dévolues à l'A.L.N., la restitution des déserteurs et des armes enlevées depuis le cessez-le-feu et la réduction de l'O.A.S., que la délégation française estime être une affaire purement française.

L'O.A.S. intensifie en effet son action terroriste, que la condamnation du général Jouhaud et l'arrestation du général Salan ne font que renforcer. Pourtant, devant l'échec de ces attentats, une bonne partie de la population européenne, craignant les représailles massives des musulmans, prépare son retour en France.

Un exécutif provisoire et une force locale sont constitués, mais, dans le bled, l'enthousiasme du « cessez-le-feu » est rafraîchi singulièrement par les tracasseries administratives des autorités F.L.N.

La réduction des effectifs se traduit par la dissolution des harkis, dont les éléments sont incorporés dans les unités régulières françaises ou rendus à la vie civile. Le désarmement des groupes d'autodéfense s'opère, sans réaction apparente, tandis que les S.A.S. sont transformées en centres d'aide administrative. La possibilité est offerte aux musulmans engagés aux côtés des forces de l'ordre de gagner la France. Déjà, en avril, 440, groupant autour d'eux 6 560 femmes et enfants, ont embarqué pour la métropole.

En mai, la contraction du dispositif et le transfert aux autorités civiles des missions qui incombaient jusque-là aux forces de l'ordre réduisent notablement leurs activités qui ne s'exercent plus que dans le domaine de l'assistance médicale gratuite, la scolarisation, le rapatriement des supplétifs menacés.

L'approche du référendum conduit, en mai, le commandement français à prendre des mesures préparatoires à un nouveau déploiement des forces afin de faire respecter les accords de « cessez-le-feu », tout en surveillant les frontières. L'effort principal est axé sur le maintien de l'ordre dans les villes où l'O.A.S. multiplie les attentats — 33 par jour en moyenne dans l'Ouarsenis —, faisant quotidiennement une soixantaine de victimes en majorité musulmanes. Progressivement, la confiance que les Européens mettaient dans l' « Organisation » s'émousse et beaucoup quittent l'Algérie, se réservant d'y revenir la paix rétablie. 63 000 Français ont déjà rejoint la métropole, dont 46 000 par avion.

## Les accords O.A.S.-F.L.N.

Des rumeurs circulent sur des accords O.A.S.-F.L.N. et assombrissent encore une atmosphère déjà lourde. Toutefois, les contacts établis dans les « commissions mixtes du cessez-le-feu » améliorent sensiblement le climat local. Les délégués frontistes éviteront de se heurter aux commandants des wilayas, eux-mêmes parfois débordés par des chefs locaux, et les commissions serviront souvent de tremplin pour consolider les positions F.L.N. en vue du scrutin sur l'autodétermination.

Bien que le rythme des désertions se soit ralenti, l'emprise des forces frontistes s'étend maintenant au Sahara et les Algériens réfugiés au Maroc — 17 000 depuis le 15 mai — amorcent leur retour.

La mauvaise volonté des forces du Front et la complicité de la population, souvent même des auxiliaires de police, entravent les opérations de recherche des Européens et harkis enlevés. Peu sont libérés et seules 32 armes sur 800 seront rendues.

D'ailleurs en juin, l'activité militaire, dominée par la politique, passe désormais au second plan.

Les rumeurs répandues le mois précédent au sujet de négociations secrètes O.A.S.-F.L.N. sont confirmées. Les accords Susini-Mostefaï sont conclus le 17. L'O.A.S. interrompt aussitôt ses crimes à Alger, mais des éléments dissidents continuent, à Oran, jusqu'au 26 juin, la « politique de la terre brûlée ».

L'exode vers la métropole s'accélère. L'armée y apporte son concours. L'aviation assure le transit de 116 000 passagers.

Dans le bled, le resserrement du dispositif se poursuit. Quelques accrochages ont encore lieu, notamment à Sidi-Bel-Abbès.

En fin de mois, les unités du barrage démontent les installations, marquent les champs de mines, transportent tout ce qui n'est plus indispensable à la défense.

Les représentants du Front cherchent à éviter tout incident qui pourrait remettre en cause les accords d'Évian; mais leur souci essentiel est d'établir leur emprise sur la population.

Dans la campagne pour le référendum ▶

# l'armée française a rempli sa mission

d'autodétermination, le F.L.N. et les autres partis recommandent de voter *oui à l'indépendance dans la coopération.* Les musulmans en attendent le remède à tous leurs maux.

Après la proclamation des résultats du référendum et l'acquisition de l'indépendance le 1er juillet, les unités françaises se retirent des barrages. Elles se maintiennent dans les grandes villes et sur les axes de communication avec le Sahara : Alger-Laghouat et Oran-Méchéria-Colomb-Béchar. En l'absence d'accord général, le commandement négocie des accords locaux. Ne possédant plus l'autorité ni la liberté nécessaires pour secourir efficacement Européens et harkis, les militaires assistent impuissants au drame dont ceux-ci sont les victimes.

Malgré la mise en place de consulats et les exhortations à la coopération, l'inquiétude persiste et l'exode continue. Au 31 juillet, il ne reste plus en Algérie que 300 000 Européens.

## Une lutte déroutante

La proclamation de l'indépendance a été fêtée dans une liesse délirante mais la joie fait vite place aux désillusions devant les développements de la crise politique. Les rivalités entre combattants, entre combattants et civils, les rivalités personnelles, vont se donner libre cours.

En dépit de la réserve des éléments modérés, le prestige de Ben Bella s'accroît et tout donne à penser, à moins qu'une révolution de palais ne réussisse à l'écarter, qu'il deviendra bientôt la plus haute autorité du nouvel État algérien.

Déjà le mouvement révolutionnaire a balayé tous les anciens : Messali d'abord, Ferhat Abbas ensuite; le nouveau chef s'appelle Ben Khedda.

A tort, la France n'a voulu voir dans la révolte du peuple algérien qu'une querelle de tribus ou de quelques féodaux exigeants et insatisfaits. A tort, elle a parfois assimilé la rébellion à une guerre de religion ou à une lutte raciale. En réalité cet affrontement exprimait surtout la volonté du musulman d'acquérir, avant la richesse, plus de dignité humaine. Sur une terre qu'il estimait être la sienne, face à une communauté européenne vis-à-vis de laquelle il se sentait brimé, exploité, il a voulu conquérir sa liberté.

Aucun partage n'était possible dans ce domaine. Ainsi s'explique sans doute l'échec de la pacification malgré le succès incontestable de la répression.

Ainsi l'armée française, pourtant invaincue, est contrainte de quitter l'Algérie. Au service d'une politique, elle n'a en fait été que l'instrument de la volonté déterminée du chef de l'État.



Cérémonie émouvante à la base de Bou-Sfer. Le 14 juillet 1968, les dernières unités de la légion se replient...



... et s'installeront à Aubagne. La légion avait été créée en Algérie par ordonnance du 10 mars 1831 par Louis-...



Photos Baillet

... Philippe et pouvait recevoir « tous les étrangers en instance d'obtenir leurs lettres de naturalisation ».

Animées d'un désir de vaincre indiscutable, les forces de maintien de l'ordre ont souffert du nombre insuffisant des cadres de carrière, de l'instruction trop rudimentaire des appelés, du manque d'homogénéité de beaucoup d'unités dans lesquelles Européens et musulmans n'avaient pas réalisé l'amalgame.

Dans cette lutte aux aspects variés et déroutants, l'armée française, sur le terrain, a rempli sa mission grâce surtout à la supériorité absolue de ses moyens et à la qualité des cadres, aussi bien d'active que de réserve. Ils ont mené leur combat avec foi, conscients de leurs responsabilités, et ont payé d'exemple. Les pertes en officiers sont suffisamment éloquentes (proportionnellement, le double de celles du reste de l'armée). La troupe s'est battue avec conscience et abnégation et, au milieu de deux communautés dont ils comprenaient mal l'antagonisme, les hommes ont su donner la mesure de leur sang-froid et de leur courage. H

# CHRONOLOGIE DES OPÉRATIONS EN ALGÉRIE - 1959-1960

| | 1958 D | 1959 J | F | M | A | M | J | J | A | S | O | N | D | 1960 J | F | M | A | M | J |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| *GC Général* | | *Monsieur D E L O U V R I E R Délégué Général* / *Général C H A L L E Commandant en Chef des Forces en Algérie* | | | | | | | | | | | | | | | | *Général CREPIN Cdt en Chef* | |
| *Effectifs* | | *Effectifs oscillant entre 375 000 et 394 300 hommes* / Renforts venant de Tunisie — Libération à 27 mois et demi de service | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| *Evènements Extérieurs* | | | | | GPRA à Pékin | | | | | | | | | | | | | | |
| *Rébellion* | | | | | Plan rebelle pour introduire unités ALN de TUNISIE en ALGERIE | | Complots et purges chez les rebelles | | | | | | ACTIONS REBELLES SUR LES BARRAGES — Est Echec offensive Amirouche | | Ouest Echec tentative A. Sefra | | Est Echec Plan Boumedienne | | |
| *Forces de l'Ordre* | | | ORANIE | | Arraisonn. Lidice / OUEST ALGEROIS (Op. COURROIE) | | | HODNA (Op. Etinc.) | EST ALGEROIS (JUMELLES) | | | | Arraison. Biesbosch | | | | | | |
| | | | | Amirouche W 3 Si Haoues W 6 tués en opération / Intercept. d'une caravane au Sahara | | | | | | NORD CONSTANTINOIS (Op. PIERRES PRECIEUSES) / Petite Kabylie (Takitount) (Op. Rubis) | Anéantissement Bande rebelle au Sahara (Est) | DJIDJELLI, EL-MILIA, MILA (Op. TURQUOISE) / COLLO, PHILIPPEVILLE, GUELMA (Op. EMERAUDE) / EDOUGH (Op. TOPAZE) | | | | | | | |
| *PHASES MARQUANTES* | | P A C I F I C A T I O N / E L I M I N A T I O N D E S B A N D E S | | | | | | | | | | | | | | | | | |

# PROCHAIN NUMÉRO : LES PIEDS-NOIRS EN FRANCE




**● Nous, les pieds-noirs**

Selon le Petit Larousse : « pied-noir : s'est dit des Européens habitant l'Algérie. » Mais quelle est l'origine de cette désignation familière et désormais consacrée ? Les godillots des soldats de la conquête ? Un passereau migrateur communément appelé *pénègre ?* Voire la tribu indienne des Blackfoot ? Toutes les hypothèses ont été étudiées et analysées...

**● 1962 : les pionniers de l'Hexagone**

Ils sont les « sinistrés de la décolonisation » et le rapatriement a été, pour beaucoup, la ruine et l'exil. Mais ils se sentent les héritiers des pionniers de jadis : « Alors j'ai pensé au « vieux » qui nous avait montré le chemin du courage. Il était arrivé en Algérie sachant tout juste tailler la vigne et semer le blé, sans un maravédis en poche. »

**● Corse : coexistence difficile**

Sans l'arrivée des pieds-noirs, la population de l'île serait tombée à 100 000 habitants et la plaine de Ghisonaccia ainsi que le désert des Agriates attendraient encore des défricheurs. Mais ce « miracle heureux » s'est accompagné de frictions entre les insulaires et les nouveaux venus bénéficiant souvent de possibilités d'investissements importantes.

**● Un pôle d'attraction : le soleil**

Les rapatriés ne pouvaient s'arracher aux rives de la Méditerranée : ils se concentrèrent dans les départements de la Côte d'Azur, parfois dans l'arrière-pays. Une partie d'entre eux trouva asile dans le Sud-Ouest, mais au fil des ans, d'autres « montèrent » à Paris et dans les « brumes du Nord ». Un nouveau brassage est en cours.

Imprimé en France - Imp. GEORGES LANG, 11, rue Curial. Dépôt légal 1er trim. 1974. - N° d'imp. C. 70.
Librairie Jules Tallandier, Paris N° 2108. - Directeur responsable de la publication : Maurice DUMONCEL. - **N° 385 - 25 février 1974.**




*De g. à dr. et de haut en bas :* 2e, 4e, 3e, 1re C.S.P.L. ; 4e cie S.I. ; Cie méhariste du Hoggar ; Cie méhariste du Tidikelt-Hoggar ; Trésorerie du Sahara ; Gr. saharien mixte de Metlili ; 2e cie S.I. ; C.S.P. de la Zousfana ; 714e B.T.S. ; Cie S.P. du dj. Amour ; 1re C.S.I. ; Service de santé au Sahara ; 7e C.S.I. ; Intendance Sahara ; 8e C.S.I. ; C.S.P. de l'oued Ghir ; C.S.P. des Oasis ; 105e peloton A.L.A.T. Sahara ; 3e C.S.I. ; 6e C.S.I. ; 75e C.R.D. ; Cie méhariste de l'Erg oriental ; 5e C.S.I. ; Peloton A.L.A.T. des Oasis ; Service de santé en Algérie ; 11e C.S.P.A. ; Cie saharienne de Tinghert ; 12e C.S.P.A. ; Cie méhariste du Tassili ; 13e C.S.P.A. ; Service frigorifique Sahara ; 711e B.T.S. ; Cie méhariste Saoura-Tindouf ; Cie méhariste des Ajjer ; Cie nomade d'Algérie.

Coll. Simon/Photo A. Bétry